

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

04/05/2015

LE CONFLIT DU SAHARA EN 2015 : LE RÉALISME PROGRESSE

Le conflit du Sahara en 2015 : le réalisme progresse

Par la résolution 2218, adoptée à l'unanimité le 28 avril 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de proroger jusqu'au 30 avril 2016 le mandat de la MINURSO au Sahara marocain. Il lie « la solution politique de ce différend » auquel cette force vient s'interposer et « le renforcement de la coopération entre les États membres de l'Union du Maghreb arabe », deux éléments qui lui semblent indispensables pour aider à « la stabilité et à la sécurité dans la région du Sahel ». Il se félicite en la matière « des efforts sérieux et crédibles faits par le Maroc pour aller de l'avant vers un règlement » – deux des neuf membres du Conseil de sécurité, la France et la Jordanie, ont d'ailleurs réaffirmé l'intérêt de la proposition marocaine d'autodétermination dans leurs explications de vote. Au-delà des seuls Maroc et Front Polisario, il demande aussi « aux États voisins de coopérer », englobant donc une Algérie sur le territoire de laquelle sont situés les camps de réfugiés de Tindouf et qui porte à bout de bras le mouvement séparatiste Polisario. Pour le Conseil de sécurité, il importe « d'améliorer la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps de Tindouf », les parties devant être notamment attentives aux « libertés d'expression et d'association ». Il évoque brièvement, comme allant dans le bon sens, les « activités de formation et de sensibilisation aux droits des réfugiés et aux droits de l'homme » menées par le HCR dans les camps du Polisario – demandant une nouvelle fois l'enregistrement des dits réfugiés -, mais détaille plus longuement, « en s'en félicitant » cette fois, les multiples mesures prises récemment par le Maroc pour renforcer les commissions du **Conseil national des droits de l'homme (CNDH)** marocain à Dakhla et Laâyoune, ou le dialogue ouvert que le royaume entretient avec le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Il est vrai que le Conseil de sécurité devait tenir compte du rapport du Secrétaire-général de l'ONU du 13 avril 2015 sur la situation du Sahara. « À l'ouest du mur de sable – écrit ce dernier -, la vie publique a suivi son cours sans heurt ». La vie économique se développe, d'abord, car « cette partie du Sahara occidental a continué de bénéficier d'importants investissements marocains dans les infrastructures publiques, notamment routières et portuaires à Boujdour et Dakhla ». Il y a ensuite une véritable vie sociale, avec « plusieurs grands rassemblements » organisés au cours de l'année écoulée dans les zones urbaines, qui ont eu lieu « sans incident majeur ». Certes, il y a eu aussi quelques manifestations « sporadiques » de mécontentement, de « faible ampleur », aux mots d'ordre largement économiques et sociaux plus que politiques d'ailleurs, mais elles ont été rapidement dispersées, et s'il y a eu parfois tension, le Secrétaire-général l'attribue aux deux camps qui s'opposaient, policiers et manifestants.

En matière de droits humains, la MINURSO a reçu à l'ouest du mur treize délégations étrangères ou ONG, des journalistes et des chercheurs, cinquante autres délégations se sont rendues dans la région, et le Maroc a autorisé au cours de l'année écoulée l'enregistrement sur son territoire de deux associations sahraouies de défense des droits de l'homme qui lui sont largement hostiles. Il a par ailleurs fait des efforts importants, reconnus par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, en matière de déminage. Son nouveau Code de justice militaire (janvier 2015) exclut les civils de la compétence des tribunaux militaires. Sur le plan international enfin, il a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ce qui le conduit à devoir créer ou désigner dans l'année un organe national chargé de surveiller tous les lieux de détention et pouvant adresser des

recommandations aux autorités quant au respect des droits dans ces enceintes.

L'appréciation de la situation côté Polisario est plus problématique. Dans les camps de réfugiés de Tindouf, où le Secrétaire-général rappelle une nouvelle fois la nécessité de procéder à l'enregistrement des réfugiés, si le climat est « relativement calme », de graves difficultés sont partout présentes : conditions de vie difficiles (accès à l'eau, à l'électricité...), réduction de l'aide humanitaire internationale, chômage chronique, difficultés des Sahraouis pour trouver un emploi à l'étranger et donc baisse des ressources venant des expatriés. Le Secrétaire-général note aussi une baisse pour ces camps des revenus tirés de ce qu'il nomme pudiquement dans un passage de son rapport le « commerce informel à la frontière entre l'Algérie et la Mauritanie », autrement dit une contrebande d'autant plus inquiétante qu'elle concerne une zone sahélienne où les liens entre réseaux de trafiquants et groupes terroristes sont patents. L'implication dans ces trafics de résidents de ces camps de réfugiés placés sous le triple contrôle du HCR, du Front Polisario et de l'Algérie est donc clairement prouvée pour l'ONU, et assez importante selon elle pour que la baisse de revenus consécutive à la sécurisation relative des frontières, mais surtout aux interventions armées dans la zone ouest-sahélienne, pose des problèmes.

Devant cette situation, « une partie de la population réfugiée est gagnée par la frustration », et ce d'autant plus, ajoute le Secrétaire-général, que « les réfugiés partis suivre des études supérieures à l'étranger reviennent avec une conscience civique et politique plus grande et comparent les rigueurs des camps avec les conditions de vie ailleurs, incitant les dirigeants du Front Polisario à agir pour améliorer la vie des habitants ». Il est vrai que pour ceux qui ont connu pluralisme et démocratie à l'étranger, retrouver la chape de plomb d'une organisation politico-militaire inspirée des principes du socialisme internationaliste des années cinquante n'a pas vraiment de quoi faire rêver.

« Les informations dont on dispose sur la situation en matière de droits de l'homme dans les camps de réfugiés près de Tindouf restent fragmentaires » nous dit, une fois de plus, le Secrétaire-général, qui s'est cette année appuyé partiellement sur le rapport de l'organisation Human Rights Watch publié en octobre 2014. Or si celui-ci écartait l'existence d'exactions « graves et systématiques », il ne niait pas, rappelle le Secrétaire-général, les plaintes « faisant état d'actes de torture ou de mauvais traitement de la part des forces de sécurité du Front Polisario », « l'engagement de poursuites contre des civils devant les tribunaux militaires », « la persistance de vestiges de l'esclavage » et l'absence totale de pluralisme avec « monopolisation de la parole politique par le Front Polisario ».

D'où des « problèmes politiques, économiques et de sécurité » : deux manifestations dans le camp de Laayoune et cinq à Rabouni durant l'année écoulée, les forces de sécurité du Front Polisario devant même intervenir pour empêcher les manifestants de pénétrer dans les locaux du Secrétaire général du Front ; quatre incendies criminels visant des bâtiments publics dans quatre camps en mai et juin 2014 ; ou l'incendie volontaire par des jeunes du bureau du Wali du camp de Laayoune...

Pour détourner l'attention, le Polisario a multiplié les activités civiles dans six villages du Sahara situés à l'est du mur, et laisse semble-t-il les populations réinvestir des territoires abandonnés en 1976. Cela permet sans doute de faire retomber la tension des camps, mais ce n'est pas sans poser un problème de sécurité en raison de la présence de mines et de munitions datant du conflit et restés sur la zone. On s'inquiètera plus du discours caricaturalement martial qu'adopte cette organisation depuis quelques mois et des gesticulations militaires de ses hommes à l'est du mur. La MINURSO aura sans doute encore du travail dans l'année qui vient.

Il n'est pas interdit d'espérer dans le nouveau round de négociations qui s'annonce. On se félicitera en tout cas de trouver dans ces deux documents une approche onusienne plus pragmatique, tenant compte de la réalité des situations et de la sincérité des engagements de chacun, et manifestement moins sensible au charme d'un propagande idéologique qui a clairement fait son temps, mais à laquelle certaines ONG croient toujours bon d'apporter leur caution.

<http://sahara-question.com/fr/opinions/conflict-sahara-en-2015-r%C3%A9alisme-progresse>

Années de plomb: Un ouvrage retrace l'histoire des centres de détention (PHOTOS)

MÉMOIRE COLLECTIVE - Le livre L'enfermement, le partage. Lieux et mémoire qui vient de paraître aux éditions La croisés des chemins revient sur 10 prisons datant des années de plomb. Fruit d'une collaboration entre des historiens et le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), cet ouvrage s'inscrit dans le travail de réhabilitation de la mémoire mené par le CNDH. Un travail qui est, entre autres, rendu difficile par le manque d'archives à disposition.

http://www.huffpostmaghreb.com/2015/05/03/prisons-annees-de-plomb_n_7198190.html?ncid=fbklnkfrhpmg00000007



رغم الانتقادات الكثيرة التي وجهت إلى هذه البرامج فإنها ظلت تستقطب جمهورا واسعا

«الهاكا»: برامج الجريمة الأكثر مشاهدة على القنوات العمومية

وفاء إخليلي 2012/12

أصدرت الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري المعروفة اختصارا بـ«الهاكا»، تقريرا موضوعيا حول البرامج التي تتخذ الجريمة موضوعا لها في القنوات ذات البرمجة العامة، يتضمن عددا من المعطيات الكمية والوصفية المتعلقة بكل من الأولى والقناة الثانية وميدي 1 تي في. وأشارت الهيئة، في تقريرها، إلى أنه رغم الانتقادات الكثيرة والحادة التي وجهت إلى برامج الجريمة، فإنها ظلت تستقطب جمهورا واسعا من المشاهدين، وهو ما تؤكد نتائج قياس نسبة المشاهدة «لماروك متري»، والتي وضعت برامج إعادة تشخيص الجريمة «مداولة»، و«أخطر المجرمين» خلال سنة 2013، ضمن لائحة البرامج العشرة الأولى الأكثر متابعة من طرف الجمهور المغربي، إذ فاق عدد الذين شاهدوا برنامج «أخطر المجرمين» أربعة ملايين، فيما تجاوز برنامج «مداولة»، حدود ثلاثة ملايين متفرج. وتفقد المعطيات الصادرة عن ماروك متري أن 18 بالمائة من الجمهور الناشئ الذين تتراوح أعمارهم بين 5 و14 سنة يشاهدون برنامج «أخطر المجرمين»، فيما يشاهده 20 في المائة من الشباب الذين تتراوح أعمارهم بين 15 و24 سنة. أما بالنسبة إلى برنامج «مداولة»، فإن نسبة الأطفال الذين يتابعونه والذين تنحصر أعمارهم بين 5 و14 سنة، تصل إلى 20 في المائة من المشاهدين الذين يتابعون البرنامج. وتبين المعطيات أنه كلما ارتفع المستوى التعليمي للمتفرج إلا وابتعد عن هذا النوع من البرامج، إذ أن 62 بالمائة من جمهور برنامج «أخطر المجرمين» هم أشخاص بدون شهادات تعليمية، فيما تبلغ نسبة جمهور البرنامج من أصحاب الشهادات



المواضيع التي تخري فضول واهتمام الرأي العام. خصوصا وأن من بين سماتها اعتمادها على بناء درامي يجعلها قادرة على استقطاب اهتمام جزء مهم من جمهور المشاهدين. كما أنها تتضمن العديد من العناصر التي قد تثير اهتمام المشاهدين ابتداء من المشاهد العادي وصولا إلى المنتجع المتخصص مرورا بالنتقاد.

برنامج «مداولة»، وتعود أسباب إجراء هذا البحث إلى أن عبد الإله بنكيران، رئيس الحكومة، كان قد وجه رسالة إلى «الهاكا» حول برامج الجريمة التي تبثها القنوات العمومية، من أجل مراقبتها وافتحصها وإعطاء رأيها حول الموضوع. وتجدر الإشارة إلى أن أخبار الجرائم وقصصها تعد من بين

يتظلمون من هذه البرامج، التي اعتبرت بعض الشكايات أنها مست بحقهم المرتبطة أساسا بقرينة البراءة والحق في سرية الهوية. وفي هذا السياق، توصلت الهيئة خلال سنة 2013 بما مجموعه ثمان شكايات منها سبع شكايات ضد برنامج «مسرح الجريمة» وشكاية واحدة ضد برنامج «أخطر المجرمين»، في حين لم يتم تقديم أي شكاية ضد

المتوسطة 30 في المائة، في حين لا تتعدى نسبة مشاهديه من حاملي الشواهد العليا 8 بالمائة. وعلى إثر بث هذا النوع من البرامج الترفيهية، توصلت الهيئة بشكايات من المجلس الوطني لحقوق الإنسان ووزارة العدل والحريات ومن المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج ومن وزارة الاتصال عبارة عن رسائل وجهها مواطنون



بني ملال

كلية الآداب والعلوم الإنسانية تهتم بالهجرة والتنمية الجهوية

نظمت لقاء حول «سياسة إدماج الأجانب حصة أولية وآفاق»



الجامعة وإنجاز دراسات استشرافية في الموضوع وتطوير برامج البحث ووضع شراكات. وفي نفس السياق، أكد زميله محسن إدالي عن اللجنة التنظيمية، أن موضوع الهجرة له حساسية كبيرة جدا في السنوات الأخيرة واتخذ امتدادات كثيرة وعرف تجاذبات مختلفة نتداولها جمعية المجتمع المدني مما يستوجب مقاربات تدمج كل الفاعلين في مجال الهجرة حول البحر المتوسط. وعن الوزارة المكلفة بالمغاربة بالخارج، أكد المهدي منشد على تواجد اختلالات تتعلق بمعيشة المهاجرين، مبرزا، ضرورة بناء سياسة جديدة مبنية على مقارنة حقوقية وأمنية مشيرا في نفس الوقت ولاسيما إلى التسهيلات المقدمة فيما يتعلق بتسوية وضع المهاجرين، حيث تم قبول 28 ألف ملف وأنه ينبغي وضع إطارات قانونية لتنظيم إقامة المهاجرين وتحقيق إدماج طبيعي وعادي لهم. وتجدر الإشارة إلى أن هذا اليوم الدراسي كان حافلا وغنيا من حيث العروض المقدمة.

الهجرة حظي باهتمام أكثر في الوقت الراهن، نظراً للظروف التاريخية التي يمر منها العالم وهو ليس بجديدا لكن الظروف الحالية تعطيه زخما جديدا وتجعله تحت أنظار الباحثين وهناك عناصر ساهمت هي الأخرى في ذلك وهي الأوضاع التي تعيشها إفريقيا (الحروب، الأزمة الاقتصادية) وكذا بعض الدول العربية وأزمة اقتصاد أوروبا حيث نهجت هذه الأخيرة سياسة متشددة إزاء الأفارقة. وهكذا أضاف البصراوي أن المغرب لم يعد بلد عبور وإنما بلد استقرار، مما يطرح تحديات عليه (بنية استقبالية حقيقية، لإصدار عدد من القوانين، مجتمع مدني نشيط مهتم بقضية الهجرة وإعلام مواكب...). وبدوره تدخل الأستاذ عبد المجيد أوزمو مكلف بماستر الهجرة بالكلية، ركز فيها على عنصر الانفتاح هذه الأخيرة على الفاعلين والمندخلين في مجال الهجرة الدولية وإمكانية الأشتغال في هذا الميدان من أجل الاستفادة من عملهم وتقديم بحثهم من طرف

عبد الرزاق حنفي

نظمت، الثلاثاء، كلية الآداب والعلوم الإنسانية والبحث حول الهجرة الدولية والتنمية الجهوية، وماستر الهجرة الدولية المجال والمجتمع، بتنسيق مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة، يوما دراسيا في موضوع "سياسة إدماج الأجانب بالغرب حصة أولية وآفاق". حضر هذا اللقاء عدد هام من الطالبات والطلبة والأساتذة وممثلي جمعيات المجتمع المدني. في بداية اللقاء، تناول الكلمة يحي خالقي عميد كلية الآداب، مبرزا، أن هذا الموضوع جدير بالاهتمام مما جعل الكلية في إطار انفتاحها تكثف من أنشطتها وتفتح سلكا يهتم بالهجرة الدولية، لأنها تعتبر ظاهرة اجتماعية وحدث الساعة منوها في ذات الوقت بفريق البحث. وعن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال-خريبكة، تدخل رئيسها عمال البصراوي، مشيرا، أن تنظيم هذا اليوم الدراسي له أهمية كبرى لأن موضوع



بلقشلة لـ «المغربية»: الحكومة تجاهلت المجتمع المدني وخرقت البند 13 من الدستور

جمعية نسائية تطالب بإعادة صياغة مشروع قانون مكافحة الاتجار بالبشر

4/9074

عزيزة الغرفاوي

عبرت الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب عن استيائها من مصادقة الحكومة على مشروع القانون 27.14، المتعلق بمكافحة الاتجار بالبشر في مجلسها المنعقد الخميس الماضي، مسجلة أنها لم تشرك المجتمع المدني والحركة النسائية في صياغته.

بالمقابل، سجلت الجمعية بارتياح استجابة الحكومة للمطلب لإخراج قانون خاص بمناهضة الاتجار بالبشر، وخاصة النساء والأطفال.

وقالت نزهة بلقشلة، رئيسة فرع مراكش للجمعية الديمقراطية لنساء المغرب، إن صياغة مشروع القانون المتعلق بمكافحة الاتجار بالبشر جرت دون إشراك المجتمع المدني، وبيّنه الجمعيات النسائية التي تشغل على الموضوع، مضيفة أنها «خرقت البند 13 من الدستور، الذي يحث على إشراك المجتمع المدني في صياغة وتتبع وتقييم السياسات العمومية، فضلا عن خرق الحق في المعلومة، في تناقض تام مع الفصل 27 من الدستور، الذي يعتبر من بين الأسس الحاسمة لترسيخ الديمقراطية التشاركية، إذ كان يفترض على الحكومة قبل المصادقة على مشروع القانون أن تنشره في موقعها الإلكتروني، حتى تتطلع عليه الجمعيات خاصة المهتمة بالمجال، لإبداء رأيها حوله».

وأضافت بلقشلة، في تصريح لـ «المغربية»، قولها «نتساءل في الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب، عن هذا الارتباك، ففي الوقت

الذي مازالت مسودة القانون الجنائي، التي تتضمن فرعين خاصين بالاتجار بالبشر (8 و9)، موضوع تدارس وناقش عمومي لم يحسم بعد، تخرج الحكومة بقانون خاص، كما نتساءل إن كان مشروع القانون يتماشى مع الفصلين المذكورين من مسودة القانون الجنائي، أو يناقضه؟» مذكرة بأن مشروع القانون هذا سبق عرضه في الدورة 26 للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بجنيف، وتوصلنا به عبر قنواتنا الخاصة، ولم يكن بإمكاننا إبداء الرأي حوله، لأننا لم نتوصل به بشكل رسمي». وطالبت الجمعية الحكومة بعرض مشروع القانون الخاص بمناهضة الاتجار بالبشر على المجتمع المدني لمناقشته وإبداء الرأي حوله، وإشراك الخبراء الحقوقيين للتحقق من مطابقة المشروع للمعايير الدولية الخاصة بالموضوع، ولروح وفلسفة الدستور، تداركا لـ «الخروقات الدستورية، التي حصلت عند صياغته، وتضمنين المشروع ديباجة واضحة تعتمد على المرجعية الدولية، وتعتبر كل الاتفاقيات الدولية التي تمس الظاهرة، والتي سبق أن صادق عليها المغرب، وإدراج كل التعاريف الضرورية المرتبطة بالجريمة، سواء المتعلقة بالأفعال أو الوسيلة، أو الغرض، أو الجهات المسؤولة، أو الجناة كما تنص عليه تلك الاتفاقيات».

كما طالبت الجمعية، في بلاغ، توصلت «المغربية» بنسخة منه، بتضمين القانون مقتضيات حمائية لصيانة حقوق الإنسان والحقوق الإنسانية للنساء، وحماية الضحايا ومساعدتهم وصيانة كافة

حقوقهم، وتنص على محاربة التمييز المبني على النوع ومكافحة الاتجار بالأشخاص، وخاصة النساء والأطفال، وضمان محاكمة عادلة للمتجرين، مع التنصيص على التعاون الدولي في هذا الإطار، استثناسا بالقانون النموذجي لمكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة (فينا 2010)، وضرورة تناغم مشروع القانون 27.14 مع مقتضيات القانون الجنائي، بعد الاتفاق حولهما مع جميع الأطراف المعنية بما فيها المجتمع المدني.

وأوضحت الجمعية أنها سبق أن قدمت مذكرة للحكومة تحثها فيها بالعمل على إخراج قانون متعلق بمناهضة الاتجار بالبشر، مع إيلاء أهمية خاصة للنساء، بحكم العنف الخاص الذي يمارس عليهن، يشمل البعد العقابي والبعد الوقائي والبعد الحمائي، المتضمن لضمائم كفيلة بمساعدة الضحايا والتكفل بهم وتعويضهم عن الضرر.

وأضاف أن بروتوكول منع وقمع ومناهضة الاتجار بالبشر، خاصة بالنساء والأطفال، المرافق لاتفاقية الأمم المتحدة لمناهضة الجريمة المنظمة عبر الوطنية (2000)، يتعرض لكل هذه الأبعاد، وأن المغرب صادق على الاتفاقية وانضم للبروتوكول.

كما شملت مذكرة الجمعية توصيات واقتراحات مبنية على دراسات مقارنة، تتماشى مع المعايير الدولية الخاصة بمناهضة الاتجار بالبشر ومكافحة العنف ضد المرأة، وسلمتها لجميع الوزارات المعنية، حسب بلاغ الجمعية.



بسبب مشروع قانون مكافحة الاتجار بالبشر

الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب تحتج على الارتباك الذي تعرفه السياسة الجنائية في المغرب

31/5/10

■ أمال المنصوري



صادق مجلس الحكومة مؤخرا، على مشروع قانون رقم 14-127 المتعلق بمكافحة الاتجار في البشر، رغم معارضة الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب لعدم إشراك الحكومة للمجتمع المدني في النقاش، مما يعد ضربا في روح الدستور الذي ينص على الديمقراطية التشاركية.

عبرت الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب، في البيان الذي توصلنا بنسخة منه، عن استيائها للتهميش والإقصاء الذي طال المجتمع المدني وضمنه الحركة النسائية، وذلك بعدم إشراكها في صياغة مشروع القانون المتعلق بالاتجار بالبشر في الوقت الذي تقرر مقتضيات الدستور بأهمية مساهمة هذا الأخير في إعداد السياسات العمومية وتفعيلها وتنفيذها وتقييمها، و استنكارها لضرب الحق في الوصول إلى المعلومة، وذلك في تناقض تام مع ما يمليه الدستور في الفصل 27، والذي يعتبر من بين الأسس الحاسمة لترسيخ الديمقراطية التشاركية حيث أن نص مشروع القانون المبرمج للمصادقة لم يتم نشره على البوابة الالكترونية للأمانة العامة للحكومة.

وتساءل الجمعية حول الارتباك الذي تعرفه السياسة الجنائية في المغرب. ففي الوقت الذي لا زالت مسودة القانون الجنائي، والذي تتضمن فرعين خاصين حول الاتجار بالبشر (8-9)، موضوع تدارس ونقاش عمومي لم يحسم بعد، تعرض الحكومة مشروع قانون خاص للمناقشة في مجلس حكومي، مما يبرز تضاربا وعموضا في المقاربة المعتمدة، ولا نستبعد أن يكون مقصودا حسب الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب.

وتذكر الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب، سبق وان تقدمت بمذكرة للحكومة تحثها فيها بالعمل على إخراج قانون متعلق بمناهضة الاتجار بالبشر، مع إيلاء أهمية خاصة للنساء بحكم العنف الخاص الذي يمارس عليهن، يشمل الأبعاد الثلاثة وهي البعد العقابي و البعد الوقائي و البعد الحمائي، المتضمن ل ضمانات كفيلة بمساعدة الضحايا و التكفل بهم/هن وتعويضهن عن الضرر.

كما شملت مذكرة الجمعية توصيات واقتراحات مبنية على دراسات مقارنة، تتماشى مع المعايير الدولية الخاصة بمناهضة الاتجار بالبشر ومكافحة العنف ضد المرأة، وقد سلمتها لجميع الوزارات المعنية، من بينها وزارة الداخلية، وزارة العدل والحريات، وزارة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية، الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، لجنة

العدل والتشريع وحقوق الإنسان بمجلس النواب، المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، و ذلك إيمانا منها بأن سن قوانين وسياسات عمومية ناجعة للتصدي للإتجار بالأشخاص، وبخاصة النساء والأطفال، وفق مقاربة حقوقية تراعي النوع الاجتماعي، لا يمكنه أن يتحقق إلا بإشراك حقيقي للمجتمع المدني، تماشيا مع الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب ومع روح الدستور، وكذلك استئناسا بالتجارب الدولية الناجحة في هذا المجال.

و تطالب الجمعية من الحكومة بعرض مشروع القانون الخاص بمناهضة الاتجار بالبشر على المجتمع المدني لمناقشته وإبداء الرأي حوله، وإشراك الخبراء الحقوقيين للتحقق من مطابقة المشروع للمعايير الدولية الخاصة بالموضوع ولروح وفلسفة الدستور وذلك تداركا للخروقات الدستورية التي حصلت عند صياغته، تضمين المشروع لديباجة واضحة تعتمد على المرجعية الدولية، إدراج كل التعاريف الضرورية المرتبطة بالجريمة، تضمين القانون لمقتضيات حمائية تهدف صيانة حقوق الإنسان عامة والحقوق الإنسانية للنساء على وجه الخصوص وحماية الضحايا ومساعدتهم/هن وصيانة كافة حقوقهم/هن وتنص على محاربة التمييز المبني على النوع ومكافحة الاتجار بالأشخاص، وبخاصة النساء والأطفال وضمان محاكمة عادلة للمتجربين، مع التنصيص على التعاون الدولي في هذا الإطار، وضرورة تناغم مشروع القانون 27.14 مع مقتضيات القانون الجنائي بعد الاتفاق حولهما مع جميع الأطراف المعنية بما فيها المجتمع المدني.

هناك ردة عن الدستور في مسألة استقلال السلطة القضائية

عبد الله الشرقاوي

عقد الفريق الاستقلالي للوحدة والتعادلية بمجلس النواب ورابطة المحامين الاستقلاليين لقاء دراسيا حول مشروع القانون التنظيمي المتعلق بالمجلس الأعلى للسلطة القضائية، وذلك مساء الخميس 30 أبريل 2015 بقبة البرلمان بحضور عدد من الفاعلين السياسيين والمهتمين من قضاة ومحامين وأساتذة جامعيين وطلبة.

واستهل هذا اللقاء العلمي بكلمة للدكتور عبد القادر الكيحل المنسق العام لروابط حزب الاستقلال، والأستاذ خالد الطرابلسي، رئيس رابطة المحامين الاستقلاليين لتتوالى عروض المتدخلين في المحاور التالية، ثم فتح باب المناقشات لمختلف المشاركين:

- ضمانات استقلالية المجلس الأعلى للسلطة القضائية، للأستاذ عبد اللطيف الشنتوف، رئيس نادي قضاة المغرب.

- تفعيل دور المجلس الأعلى في تخليق القضاء، للأستاذ عبد اللطيف الحاتمي، رئيس الجمعية المغربية للدفاع عن استقلال القضاء.

- حماية استقلال القاضي، للأستاذ حسن فتوح، عن الودادية الحسنية للقضاة.

- علاقة المجلس الأعلى للسلطة القضائية بالمؤسسات الدستورية، للدكتور محمد الخضراوي، رئيس المرصد القضائي المغربي للحقوق والحريات.

- تعزيز ضمانات مسطرة التأديب، للأستاذ النقيب محمد أقدم، رئيس جمعية هيئات المحامين بالمغرب.

وأكد الأستاذ الطرابلسي في مستهل هذا اللقاء أن دستور 2011 أولى بابا خاصا للسلطة القضائية وجعل ترتيبه في الباب السابع وخصص لذلك عدة فصول، وذلك لأول مرة في التاريخ، مما يتعين استحضار هذا المعطى من حيث الأهمية والترتيب والحديث عن سلطة قضائية قائمة الذات، مشيرا الى أن المشروع موضوع الدراسة تكتنف جملة من مقتضياته الغموض واللبس في ظل عدم احترام المقاربة التشاركية رغم أن هذا الورش شأن مجتمعي يهم جميع المغاربة.

وذكر الأستاذ الطرابلسي بمحطة ما سمي الحوار الوطني لإصلاح منظومة العدالة التي عرفت تعثرا كبيرا ومسارا انحاز عن اعتماد المقاربة التشاركية، حيث قاطعه عدد من المعنيين بشأن العدالة كالقضاة والمحامين وفئة من كتاب الضبط.

وأوضح المشاركون في هذا اللقاء أن هناك ردة عن الدستور في مسألة السلطة القضائية التي عُيِّت في المشروع موضوع الدراسة وحصر الأمر في مجلس، تحول إلى ما يشبه لجنة، مع تكريس هيمنة السلطة التنفيذية عبر عدة مداخل، بدءاً من عدم تعريف السلطة القضائية واختصاصاتها وصلاحتها على غرار السلطتين التنفيذية والتشريعية، مروراً بالاستقلال المالي والإداري، والذي لا يتصور الحديث عن الاستقلال وسلطة لا تملك حتى القدرة على تنفيذ قراراتها، «كلوازم أدوات العمل»، فضلا عن عدم الحسم في موضوعي استقلال النيابة العامة عن وزير العدل وتبعية المفتشية العامة، وتعليق المحكمة العليا.

وسجل المشاركون أن مشروع القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية لم تلائم مقتضياته أيضا المفاهيم والمبادئ الدستورية المتعلقة بالحكمة، وربط المسؤولية بالمحاسبة، وتكافؤ الفرص في عدة نقط تهم الحياة العملية للقاضي، وهي أمور تخالف حتى المرجعيات الدولية التي أكد عليها دستور فاتح يوليوز، خصوصا في توطئته.

وأشار بعض المتدخلين أن هذا المشروع لا يرقى إلى انتظارات الشعب المغربي وتضحياته، ولا إلى خطاب جلالة الملك الذي تحدث سنة 2010 عن السلطة القضائية، وكذا توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

في هذا السياق أبرز متدخل أن هناك قطيعة دستورية خطيرة بين السلط الثلاث، مما يستوجب خلق آليات للتواصل، والحسم في مسألة حلال عدم المحاسبة عن تنفيذ السياسة الجنائية في سياق ربط المسؤولية بالمحاسبة، وضرورة إخراج مجلس الدولة كمحطة أخرى لحماية الحقوق والحريات في سياق ازدواجية القضاء، الذي لا يجب أن يبقى أحاديا، إضافة إلى توفير كامل الضمانات خلال المتابعات التأديبية والقضائية للقضاة احتراماً لقرينة البراءة التي أضحي منصوص عليها في الدستور وشروط ومستلزمات المحاكمة العادلة.

كما اعتبر بعض المشاركين أن هناك اختلالاً في الهندسة التشريعية لمشروع القانون التنظيمي للسلطة القضائية من حيث إقحام الباب الثاني منه الذي

كان يمكن أن يدرج في قانون، ومحاوله الحد من صلاحيات ممنوحة للملك في التعيين بموجب الدستور كما ورد في المادة 12. وأكد الدكتور عبد القادر الكيحل في كلمته أن أحزاب المعارضة منفتحة على كل الاقتراحات البناءة، وهي مستعدة لعقد لقاءات مع ممثلي الجمعيات المهنية من القضاة، لأن هذا الموضوع شأنه فوق كل الاعتبارات السياسية. ونقدم فيما يلي عرض الدكتور عبد القادر الكيحل.

الدكتور عبد القادر الكيحل:

غموض وحضور للمقاربة الأمنية والتباس في حدود العلاقة بين الوزارة والسلطة القضائية

رغبة وزير العدل في الاحتفاظ بالإشراف عن النيابة العامة ضدًا على الدستور وميثاق إصلاح العدالة

جاء مشروع القانون التنظيمي الحامل لرقم 13 . 100 المتعلق بالمجلس الأعلى للسلطة القضائية، والذي سيحل بموجبه المجلس الأعلى للسلطة القضائية، محل المجلس الأعلى للقضاء، حيث ينص الفصل 113 من الوثيقة الدستورية على أن المجلس الأعلى للسلطة القضائية يسهر على تطبيق الضمانات الممنوحة للقضاة. ولاسيما فيما يخص استقلالهم وتعيينهم وترقيتهم وتقاعدهم وتأديبهم، ويضع المجلس الأعلى للسلطة القضائية، بمبادرة منه، تقارير حول وضعية القضاء ومنظومة العدالة، ويصدر التوصيات الملائمة بشأنها، كما يصدر بطلب من الملك أو الحكومة أو البرلمان، آراء مفصلة حول كل مسألة تتعلق بسير القضاء مع مراعاة مبدأ فصل السلطات.

وأتى هذا المشروع متأخرا بشكل كبير عن الوقت الذي كان يأمله المختصون والمتبعون، وهي عادة هذه الحكومة في تأخير كل القوانين التنظيمية من أجل عرضها في وقت ضيق، لكي تتمكن من تمرير كل ما ترغب فيه بدون إعطاء وقت كافي للنقاش والدراسة وهو ما شهدناه للأسف حتى في القوانين التنظيمية التي سترهن مستقبل البلاد لفترة طويلة، ونفس الأمر ينسحب على مشروع القانون التنظيمي رقم 13.106 المتعلق بالنظام الأساسي للقضاة، والذي يرتبط ارتباطا وثيقا بهذا القانون التنظيمي.

ولابد من الإشارة الى أن موضوع استقلال القضاء، بالإضافة الى كونه مبدأ مرسخا في الدستور المغربي الجديد لسنة 2011، فهو يعد مبدأ عالميا أساسيا والتزاما دوليا على جميع الدول وفقا لإعلان «مونترال» بكندا سنة 1983 لاستقلال العدالة وانسجاما مع المبادئ الأساسية للأمم المتحدة لعام 1985 المتعلقة باستقلال القضاء. كما أنه عنصر محوري في عملية الإصلاح ودافع إيجابي نحو ترسيخ مبادئ العدالة والانصاف ومبادئ حقوق الانسان وضمان حرية المواطن الأساسية، وإعادة الثقة في جسم القضاء وإرساء مبادئ عدالة نزيهة ومنصفة وذات مصداقية لدى المجتمع. لذلك فإن إصلاح مؤسسة النيابة العامة يشكل عنصرا أساسيا ضمن نسق إصلاح منظومة العدالة، لكونها تعتبر مؤسسة قضائية أساسية وأن أي إصلاح دون أن يشملها يجعل الجسم القضائي عليلا ومعاقا.

ونحن هنا نتماهى إلى حد كبير مع المقترحات التي اعتمدها المجلس الوطني لحقوق الإنسان في إطار دورته العادية، والتي جاءت بناء على مختلف المرجعيات المعيارية والتصريحية على المستويين الوطني والدولي، خاصة المقتضيات الدستورية المتعلقة بالسلطة القضائية؛ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة: العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية؛ المبادئ الأساسية بشأن استقلال السلطة القضائية: « مبادئ بنغالور » المنظمة للسلوك القضائي؛ الميثاق الأوربي حول نظام القضاء، وكذا مذكرات الجمعيات والمنظمات غير الحكومية الوطنية والدولية المتعلقة بإصلاح العدالة. ومقارنة لعدد من النصوص القانونية المنظمة للمجالس العليا للقضاء في عدد من البلدان الديمقراطية المتقدمة. إن رغبة وزير العدل في الاحتفاظ بالإشراف على النيابة العامة يعد تحريا من تكاليف الإصلاح وانقلابا على توصيات الميثاق الوطني لإصلاح منظومة العدالة، التي دعت الى إقرار استقلالية النيابة العامة عن سلطة وزير العدل والحريات، وتجاهلا لحقيقة مهمة وهي قطع دستور 2011 مع مرحلة الإشراف الحكومي على هذا القطاع، الذي لم يكن أبدا في منأى عن الانتقاد من طرف منظمات وطنية ودولية ولم يساهم في تدعيم مبدأ المساواة أمام القانون، حيث نصت المقتضيات الدستورية على أن السلطة القضائية مستقلة عن السلطين التشريعية والتنفيذية.

ومن الملاحظات الأولية على مشروع هذا القانون نذكر على سبيل المثال؛

* استمرار الغموض حول طبيعة العلاقة بين وزارة العدل (السلطة الحكومية المكلفة بالعدل) والسلطة القضائية خاصة على مستوى علاقة الوزارة بالإدارة القضائية والإشراف الإداري على المحاكم.

* استمرار الغموض حول طريقة التعيين في مناصب المسؤولية القضائية وكذا منصب الرئيس الأول والوكيل العام للملك بمحكمة النقض،

* استمرار التمييز بين الأعضاء من القضاة المنتخبين والأعضاء المعيّنين بخصوص مدة ولايتهم بجعل مدة القضاة المنتخبين محددة في خمس سنوات غير قابلة للتمديد وجعل مدة الأعضاء المعيّنين محددة في نفس المدة، مع جعلها قابلة للتجديد، ومن شأن ذلك إعطاء الأعضاء المعيّنين وضعية اعتبارية مميزة تفوق الأعضاء المنتخبين من بين القضاة. كما أن جعل مدة الأعضاء المنتخبين محصورة في خمس سنوات غير قابلة للتجديد من شأنها إلغاء أي إمكانية للتحفيز، أو ربط مجال المسؤولية بالحاسبة من طرف القاعدة الانتخابية للقضاة طالما أن إمكانية تجدي الولاية غير متاحة، عكس الشخصيات المعينة.

* استمرار استهداف الأفراف الجديدة من القضاة يفرض أقدمية خمس سنوات من العمل الفعلي بالمحاكم كشرط للترشح لعضوية المجلس الأعلى للسلطة القضائية وهو شرط لم يكن معمولاً به في المجلس الأعلى للقضاء خلال الفترة السابقة التي دامت حوالي نصف قرن من الزمن، كما أنه شرط عارضه نادي القضاة واعتبره شرطاً اقتصادياً.

* استمرار الأخذ بتقارير المسؤولين القضائيين كعامل مؤثر في ترقية قضاة الأحكام قياساً على قضاة النيابة العامة، وهو ما من شأنه أن يتحول إلى عامل للمس باستقلالهم أو محاولة تعريضهم للتأثير غير المشروع، بل ويعتبر توسعاً غير مبرر للمقتضى الدستوري الذي يقصر أثر هذه التقارير على قضاة النيابة العامة دون قضاة الأحكام.

* الإبقاء على إمكانية التمديد للقضاة الذين هم على مشارف التقاعد دون معايير موضوعية واضحة تكفل تحصيلهم من محاولات التأثير غير المشروع عليهم، أو المس بقاعدة تكافؤ الفرص بين القضاة.

* أي أفق للمنافسة بين الجنسين على مستوى المجلس الأعلى للسلطة القضائية.

* فيما يخص مدونة سلوك القضاة: فمن بين النقاط المهمة تلك المتعلقة بمهمة وضع مدونة سلوك للقضاة، ولعل من المفارقات التي تم الوقوف عليها في هذا الصدد هو حذف المقتضى الذي كان ينص على وجوب امتناع القضاة عن طلب أو قبول أي هدية أو هبة أو أي فوائد أخرى من أي نوع كانت، بشكل مباشر أو غير مباشر، قد يكون لها تأثير مهما كان حجمه على أداء الواجبات القضائية حالاً أو استقبالياً. «وهو مقتضى على درجة كبيرة من الأهمية في علاقته بملف التخليق تم حذفه، بينما تم إضافة مقتضى جديد ينص على تقييد القضاة» بتأمين استمرارية مرفق القضاء والعمل على ضمان سيره، الشيء الذي يؤكد الحضور القوي للمقاربة الأمنية في المسودة الجديدة في مواجهة أي توجه للقضاة نحو استخدام تعليق العمل في المحاكم كأداة مطلّبية أو أداة احتجاج.

إن هذا الموضوع يدفع للبحث في قضية أشمل تتعلق بحدود العلاقة بين وزارة العدل والسلطة القضائية في ظل مسودة القوانين الجديدة التي يبدو أنها تعمدت الحفاظ على شعرة تركز الارتباط بين الجهتين رغم ما يمكن أن تخلقه هذه الوضعية من إشكاليات.

* نقل كل صلاحيات الأمين العام للمجلس بخصوص إعداد لائحة الأهلية للترقية ونشر هذه اللائحة والبت في طلبات تصحيح اللائحة.. إلى صلاحيات الرئيس المنتدب للمجلس، ونقل مهمة إعداد لائحة القضاة المتقاعدين أو طلبات التمديد وما يرتبط بها من مقتضيات من دائرة اختصاص الأمين العام للمجلس لتضاف لمهام الرئيس المنتدب.

من جه ثانية، برز هاجس تكريس واجب التحفظ على أعضاء المجلس والعاملين فيه، من خلال النص على أنه:

« يلتزم الأعضاء بواجب التحفظ والكتمان فيما يخص مداورات المجلس ومقرراته، وكذا الوثائق والمستندات والأسرار التي يطلعون عليها خلال مزاولتهم لمهامهم »، بل تمت إضافة فقرة جديدة لهذه المادة تضمن تمديد نطاقها من حيث الزمان. وقد جاء فيها: « يبقى هذا الالتزام سارياً ولو بعد انتهاء مدة عضويتهم بالمجلس ». بل إن المتأمل للمقتضيات الجديدة يلاحظ تمديد نطاق واجب التحفظ من حيث الأشخاص أيضاً، حيث: « يجب على جميع العاملين بالمجلس بأي صفة من الصفات التقييد بواجب كتمان السر المهني فيما يطلعون عليه من معلومات ووثائق بمناسبة مزاوله مهامهم، ويبقى هذا الالتزام سارياً ولو بعد انتهاء مدة عملهم بالمجلس ».

* إغفال دور التكوين المستمر للقضاة والشواهد العلمية « العليا » المحصل عليها كعامل يمكن اعتماده للترقية، من خلال الإبقاء على « الحرص على إصدار الأحكام في أجل معقول »، ومرد الانتقاد هو أن صدور حكم داخل آجال معقولة أمر غير موكول فقط بمدى كفاءة القاضي أو مهارته بقدر ما يتعلق بعدة أمور موضوعية أخرى ترتبط بنصوص قانونية وآجال، بل وحتى بجهات تنتمي لمنظومة العدالة، وبمجموعة من المعوقات على رأسها آفة التبليغ ومشكل التوصلات القانونية.

* كما أن ربط الترقية بحسن استعمال الوسائل التكنولوجية الحديثة والقدرة على التواصل والتأطير هو من المتعضيات التي تتطلب من الجهات المسؤولة توفير التكوين المستمر الجيد للقضاة، فالأمر يتعلق بحق من حقوق القضاة معترف به وفق المعايير الدولية لا مجرد التزام، وقبل محاسبة القضاة على عدم قدرتهم على التواصل أو محدودية تأطيرهم أو استعمال الوسائل التكنولوجية الحديثة ينبغي أن تسائل الجهات المسؤولة عن دورها في توفير التكوين الجيد للقضاة في هذا المجال.

* إن ذات الملاحظات يمكن تسجيلها على مستوى المؤشرات المعتمدة في ترقية قضاة النيابة العامة التي جاءت فضفاضة وغير دقيقة، حيث شملت: تنفيذ التوجهات العامة للسياسة الجنائية؛ وتطبيق التعليمات الكتابية القانونية؛ وجودة الملتمسات. فكيف يمكن الجمع بين هامش ونطاق حرية قاضي النيابة العامة وخضوعه للسلطة الرئاسية، وعلاقة ذلك بتنفيذ التوجهات العامة للسياسة الجنائية؛ وتطبيق التعليمات الكتابية القانونية؛ ثم لماذا تم الاقتصار على اعتماد عنصر « جودة الملتمسات » بشكل فضفاض غير دقيق مع أن عمل النيابة العامة يشمل عدة عناصر أخرى على درجة كبيرة من الأهمية لم يتم الاعتماد عليها من قبيل: الإشراف على الضابطة القضائية، إعطاء التعليمات الشفوية خاصة خلال فترة الديمومة وتسيير إجراءات البحث التمهيدي إما بشكل شفوي أو كتابي من خلال دراسة الشكايات والمحاضر، وجودة المرافعات الشفوية خلال الجلسات، وجودة التقارير الاستثنائية وغيرها من المعطيات التي غابت عن واضعي المشروع.

* من جهة أخرى أبقى مسودة مشروع قانون المجلس الأعلى للسلطة القضائية على ذات المتعضيات القانونية التي تركز وضعية المشاشة التي تعاني منها عدد من المناصب القضائية « السامية » إن تأمل هذه المتعضيات تدفع أي باحث أو مهتم بالمجال لاستخلاص مدى هشاشة الحماية القانونية المخولة لبعض مناصب ما يعرف بـ « كبار القضاة »: فالملتش العام، والأمين العام للمجلس الأعلى للسلطة القضائية، والمسؤولون القضائيون ورغم أنهم ووفق المتعضيات الواردة في المسودة يعينون لمدة محددة إلا أنه يمكن وضع حد لولايتهم قبل انتهاء هذه المدة دون أي مبرر، مما قد يشكل مسا بمبدأ ثبات المنصب القضائي، فخطورة هذه المناصب القضائية تستدعي تحصيلها بالقانون من خلال التنصيص صراحة على حالات انتهاء المهام على سبيل الحصر على غرار حالات انتهاء مهام أعضاء المجلس الأعلى للسلطة القضائية.

* تكريس القانون التنظيمي للمجلس الأعلى للسلطة القضائية العديد من المتعضيات الدستورية فيما يتعلق بالمسطرة التأديبية الخاصة بالقضاة من قبيل مبدأ مساعدة المجلس الأعلى للسلطة القضائية، في المادة التأديبية، من طرف قضاة مفتشين من ذوي الخبرة، مبدأ اعتبار كل إخلال من القاضي بواجب الاستقلال والتجرد خطأ مهنيا جسيما، وكذا مبدأ إمكانية الطعن بسبب الشطط في استعمال السلطة في المقررات المتعلقة بالوضعيات الفردية الصادرة عن المجلس الأعلى للسلطة القضائية وذلك أمام أعلى هيئة قضائية إدارية بالمملكة؛ تمكين القاضي من الحق في الطعن في كل قرار صادر عن المجلس الأعلى للسلطة القضائية، وذلك أمام أعلى هيئة إدارية بالمملكة، في انتظار إنشاء مجلس الدولة وفق مسطرة خاصة تضمن من خلالها استقلالية القرار على أن توضع شروط خاصة من أجل البت في الطعون المعروضة عليها ضمانا للحياد وعدم التأثر.

* تقوية موقع المجلس بكيفيات من خلال كل ما يتعلق بإقرار مبدأ الانتخاب كأسلوب لاختيار الرئيس الأول والوكيل العام للملك بمحكمة النقض من طرف القضاة شريطة توفرهما على شروط الترشيح المتمثلة في الكفاءة والنزاهة، وإقرار مبدأ انتخاب رئيس الغرفة الأولى بمحكمة النقض من طرف الجمعية العمومية التي يتعين اعتماد العمل بها على مستوى محكمة النقض. وأكدت المدكرة على عدم اشتراط أي سن أو أقدمية معينة للترشح لعضوية المجلس بالنسبة للأعضاء المنتخبين عن المحاكم الابتدائية ومحاكم الاستئناف، كما أكدت على أن يتم الانتخاب وفق أسلوب الاقتراع السري وينمط الاقتراع الفردي بالأغلبية النسبية، وبالنسبة للأعضاء المعينين طبقا للفصل 115 من الدستور فإنه من الواجب توفر عدد من الشروط في الأشخاص المعينين طبقا لهذه المتعضيات أهمها الكفاءة والتجرد والنزاهة، والعطاء المتميز في سبيل استقلال القضاء وسيادة القانون، مع عدم إمكانية تعيين شخصيات تنتمي إلى السلطة التنفيذية أو التشريعية. واعتبار الانتماء إلى إحدى السلطتين بمثابة حالة للتناهي، فضلا عن ضرورة التنصيص على حالات تضارب المصالح التي تتعارض مع تعيين هذه الشخصيات أو استمرار عملها بالمجلس، إلى جانب التنصيص على تحديد مدة ولاية الشخصيات المعينة من طرف الملك لنفس مدة التعيين التي يمارس فيها المجلس الذي ينتمونه إليه مهامه؛ وذلك من أجل ضمان انسجام الهيئة المكونة لذلك المجلس.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
COUNCIL OF HUMAN RIGHTS
Conseil national des droits de l'Homme

يوم بريس

الحكومة تهيب مشروع القانون المتعلق بالاتجار بالبشر في غفلة من المجتمع المدني

عبرت الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب عن استياءها للتهميش والإقصاء الذي طال المجتمع المدني وضمنه الحركة النسائية، وذلك بعدم إشراكه في صياغة مشروع القانون المتعلق بالاتجار بالبشر.

كما عبرت الجمعية في بيان لها الخميس 30 أكتوبر عن استنكارها لضرب الحق في الوصول إلى المعلومة، وذلك في تناقض تام مع ما يمليه الدستور في الفصل 27، والذي يعتبر من بين الأسس الحاسمة لترسيخ الديمقراطية التشاركية حيث أن نص مشروع القانون المرمج للمصادقة لم يتم، إلى حدود الساعة، نشره على البوابة الالكترونية للأمانة العامة للحكومة.

و تساءلت الجمعية في ذات البيان حول الارتباك الذي تعرفه السياسة الجنائية في البلاد. قائلة " الوقت الذي لا زالت مسودة القانون الجنائي، والذي تتضمن فرعين خاصين بالاتجار بالبشر (8-9)، موضوع تدارس ونقاش عمومي لم يحسم بعد، تعرض الحكومة مشروع قانون خاص للمناقشة في مجلس حكومي، مما يبرز تضاربا وغموضا في المقاربة المعتمدة، لا نستبعد أن يكون مقصودا."

و طالبت الجمعية الحكومة بعرض مشروع القانون الخاص بمناهضة الاتجار بالبشر على المجتمع المدني لمناقشته وإبداء الرأي حوله، وإشراك الخبراء الحقوقيين للتحقق من مطابقة المشروع للمعايير الدولية الخاصة بالموضوع ولروح وفلسفة الدستور وذلك تداركا للخروقات الدستورية التي حصلت عند صياغته.

كما طالبت بتضمين المشروع لديباجة واضحة تعتمد على المرجعية الدولية وتعتبر كل الاتفاقيات الدولية التي تمس الظاهرة سواء من بعيد أو قريب، والتي سبق وأن صادق عليها المغرب و إدراج كل التعاريف الضرورية المرتبطة بالجريمة، سواء المتعلقة بالأفعال أو الوسيلة، أو الغرض، أو الجهات المسؤولة، أو الخناة كما تنص عليه تلك الاتفاقيات.

و قالت الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب أنها سبقت أن تقدمت بمذكرة للحكومة تحثها فيها بالعمل على إخراج قانون متعلق بمناهضة الاتجار بالبشر، مع إيلاء أهمية خاصة للنساء بحكم العنف الخاص الذي يمارس عليهن، يشمل الأبعاد الثلاثة وهي البعد العقابي و البعد الوقائي وكذلك البعد الحمائي، المتضمن لضمانات كفيلة بمساعدة الضحايا و التكفل بهم/هن وتعويضهن عن الضرر، علما ان بروتوكول منع وقمع ومناهضة الاتجار بالبشر، خاصة بالنساء والأطفال، المرافق لاتفاقية الأمم المتحدة لمناهضة الجريمة المنظمة عبر الوطنية (2000) يتعرض لكل هذه الأبعاد. وتجدر الإشارة إلى أن المغرب قد صادق على الاتفاقية وانضم للبروتوكول.

كما شملت مذكرة الجمعية توصيات واقتراحات مبنية على دراسات مقارنة، تتماشى مع المعايير الدولية الخاصة بمناهضة الاتجار بالبشر ومكافحة العنف ضد المرأة، وقد سلمتها لجميع الوزارات المعنية، من بينها وزارة الداخلية، ووزارة العدل والحريات، ووزارة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية، والوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، و وكذا للجنة العدل والتشريع وحقوق الإنسان بمجلس النواب، وللمندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان **والمجلس الوطني لحقوق الإنسان**، وذلك إيمانا منها بأن سن قوانين وسياسات عمومية ناجعة للتصدي للاتجار بالأشخاص، وبخاصة النساء والأطفال، وفق مقاربة حقوقية تراعي النوع الاجتماعي، لا يمكنه أن يتحقق إلا بإشراك حقيقي للمجتمع المدني، تماشيا مع الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب ومع روح الدستور، وكذلك استئناسا بالتجارب الدولية الناجحة في هذا المجال.

<http://zoompresse.com/news6896.html>

04/05/2015

Conseil national des droits de
l'Homme

18

www.cndh.org.ma

AMDH ترسل الحكومة لوقف التضييقات التي يتعرض لها علي لمرباط

أمال كنين

رأسلت الجمعية المغربية لحقوق الإنسان كلا من عبد الإله ابن كيران، رئيس الحكومة، ومصطفى الرميد وزير العدل والحريات، ووزير الداخلية، والمندوب الوزاري المكلف بحقوق الإنسان، ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان في شأن "التضييقات والتعسفات المستمرة"، التي يتعرض لها الصحافي علي لمرباط من طرف أجهزة السلطة المختلفة.

وقالت الجمعية في مراسلتها، إن لمرباط يتعرض لمجموعة من التضييقات من طرف أجهزة السلطة المختلفة، بداية بالسلطات الحدودية وصولاً إلى السلطات الإدارية.

وطالبت الجمعية في مراسلتها بضرورة "التدخل لدى السلطات الحدودية لتبنيها إلى ضرورة وقف مختلف أشكال التضييق والتعسف، التي لحقت الصحافي علي لمرباط، والتي تسعى إلى مصادرة حقه في التنقل".

كما طالبت الجمعية بفتح تحقيق عاجل في شأن التضييقات والتعسفات التي تعرض لها، سواء في باب سبتة، أو بالملحقة الإدارية لمولاي المهدي بتطوان.

وذكرت الجمعية، أن لمرباط عند عودته من إسبانيا رفقة زوجته وأطفاله، تحاية مارس الماضي، قامت مصالح الجمارك، عند النقطة الحدودية لباب سبتة، باستفزازه وافتعال مشكلة غير موجودة متعلقة بالبطاقة الرمادية لسيارته.

وزادت الجمعية قائلة في بيانها، إن "الاستفزاز وصل حد رمي الأوراق في وجهه، ومحاولة الاعتداء عليه".

كما ذكرت الجمعية شكلاً ثانياً من أشكال التضييق، التي تعرض لها لمرباط حينما تقدم في أبريل الماضي بطلب للسلطات الإدارية للحصول على شهادة السكنى، بالمقاطعة الموجود بها الحي الذي يسكنه بمولاي المهدي في تطوان.

وقال البيان: إن "السلطات المعنية بهذه الوثيقة الإدارية من مقدم وقائد المقاطعة وباشا المدينة مارسوا شططا في استعمال سلطتهم، ضداً على سيادة القانون، بالامتناع عن تمتيع المواطن علي لمرباط بحقوقه المكفولة بموجب القانون الوطني"، حسب تعبيره.

اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان تنظم يوماً دراسياً حول العقوبات البديلة

أسفي - مروة الإدريسي

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان في مراكش، يوماً دراسياً حول العقوبات البديلة، الخميس 30 نيسان/أبريل 2015 في مدينة أسفي، في إطار كرسي جامعة القاضي عياض للمواطنة وحقوق الإنسان.

ويهدف اليوم الدراسي إلى مواصلة النقاش الوطني حول إمكانات وآفاق تطبيق العقوبات البديلة في المغرب، خصوصاً وأن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، سبق له أن أصدر مذكرة تتضمن رأيه في الموضوع، وهي المذكرة التي أوصت بتعديل القانون الجنائي بشكل يعطي أولوية الاستفادة من هذه العقوبات البديلة لبعض الفئات من قبيل القاصرين المتراوح أعمارهم ما بين 12 و 18 عام، والأشخاص البالغين 65 عام أثناء ارتكابهم للجريمة، أو الأشخاص الذين أثبتت الخبرة الطبية إصابتهم بأمراض خطيرة والنساء الحوامل والأمهات المرضعات.

وأوصى المجلس في هذه المذكرة بتوسيع عرض مراكز التكفل وإعادة تأهيل المجموعات الأكثر هشاشة التي قد تخضع للعقوبات البديلة، بالإضافة إلى إعداد مخطط لدعم قدرات مهنيي العدالة في مجال تحديد العقوبات البديلة وتنفيذها.

وسيشهد اليوم الدراسي مشاركة الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار الذي سيلقي محاضرة تتمحور حول العقوبات البديلة في ضوء مسودة القانون الجنائي، بالإضافة إلى المشاركة الفعلية لكل من رئيس المحكمة الابتدائية في أسفي الأستاذ إبراهيم بنترت ، ورئيسة غرفة في محكمة الاستئناف في الدار البيضاء فاطمة أوكادوم.

<http://www.almaghribtoday.net/education/reports-and-investigations/%D8%A7%D9%84%D9%84%D8%AC%D9%86%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%87%D9%88%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D8%AA%D9%86%D8%B8%D9%85-%D9%8A%D9%88%D9%85%D9%8B%D8%A7-%D8%AF%D8%B1%D8%A7%D8%B3%D9%8A%D9%8B%D8%A7-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%82%D9%88%D8%A8%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A8%D8%AF%D9%8A%D9%84%D8%A9.html>

بسبب الإتجار الدولي في المواد المخدرة والهجرة غير الشرعية إحصائية تكشف أن حوالي 1200 أجنبي يقبعون في السجون المغربية

جميلة عمر

قدمت **اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان في الحسيمة والناظور**، قبل تنظيم ندوة حول سؤال الهجرة والسجون في الجهة في 9 من الشهر الحالي في الناظور، إحصائيات حول المعتقلين الأجانب في السجون المغربية.

وكشف التقرير، عن أن عدد المعتقلين الأجانب في السجون الريفية في ارتفاع مستمر، إذ وصل عدد السجناء في السجن المحلي في الناظور خلال السنة الماضية 1075 أجنبي، وفي السجن المحلي للحسيمة، 147 أجنبيًا.

وتتوزع أصول المعتقلين بين أوروبا وآسيا وأفريقيا وأميركا اللاتينية.

وأضاف المصدر، أن التهم التي يقضي بسببها هؤلاء الأجانب عقوباتهم تتوزع بين الاتجار الدولي في المواد المخدرة والهجرة غير الشرعية، وتكوين عصابة إجرامية، والنصب والاحتيال، وإهانة موظف عمومي، والخيانة الزوجية وخيانة الأمانة والاختطاف والاحتجاز، وإضرار النار، والسكر العلني.

وأردف المصدر، أن هذه الإحصائيات تم الكشف عنها في إطار استعداد المجلس الوطني لحقوق الإنسان إذ تعتبر اللجنة الحقوقية أن الإحصائيات تظهر أن الجهة تعرف تدفقًا متنوعًا ومهمًا من طرف جنسيات مختلفة، ما يتعذر معه على السلطات الأمنية والإدارية والقضائية التواصل معها، مشيرة إلى أن السلطات المغربية تتغاضى عن الهجرة غير النظامية في أحيان كثيرة، بمرر أن هؤلاء المهاجرين عابرون فقط

بيان ضد سلطات كلميم المحلية والمنتخبة والأمنية وعلى رأسها والي أمن مدينة العيون

تفاجأت جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان . فرع إقليم كلميم يومه الإثنين 27 أبريل 2015 بقرار حرمانها من الوصل النهائي لتأسيس الجمعية صادر عن السلطات المحلية والمثلة في باشا مدينة كلميم دون الإفصاح عن مبررات الرفض.

وعليه فإن جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان . فرع إقليم كلميم تؤكد ما يلي :

- أن تجديد مكتب الجمعية تم يوم 10 أكتوبر 2014 بعد التوصل بترخيص عقد الجمع العام من السلطة المحلية بكلميم.

- أنه تم إيداع الملف القانوني للجمعية لدى السلطات المحلية في الوقت القانوني والمستوفي لكافة الوثائق المطلوبة كما هو مضمن بمدونة الحريات العامة لسنة 2009.

- أن السلطة المحلية لم تقم بتسليم الوصل المؤقت للجمعية إلا بعد مرور شهرين من إيداعها للملف القانوني، وهو ما يتناقض مع مقتضيات مدونة الحريات العامة التي تنص على وجوب تسليم الوصل المؤقت مباشرة بعد إيداع الملف القانوني للجمعية.

- أن السلطة المحلية قامت بإخبار مكتب الجمعية بعد مرور شهر من تسلمه الوصل المؤقت بوجوب الإدلاء بالسجلات العدلية لكافة أعضاء المكتب بناء على إرسالية من وكيل الملك لدى المحكمة الابتدائية بكلميم.

- أن أعضاء مكتب الجمعية أدلوا جميعهم فيما بعد بالسجلات العدلية المطلوبة لدى السلطة المحلية بكلميم مع التأكيد من خلوها من أي أحكام قضائية.

- بعد الإدلاء بالسجلات العدلية للسلطة المحلية وأثناء استفسار أعضاء الجمعية عن مآل الوصل النهائي تفاجأ مكتب الجمعية بإخباره من طرف السلطة المحلية بأن وكيل الملك لدى المحكمة الابتدائية بكلميم طالب بذات الإرسالية بإجراء بحث أمني حول أعضاء مكتب الجمعية.

- أنه في يوم 27 أبريل 2015 وبعد استفسار رئيس الجمعية باشا مدينة كلميم عن مآل الوصل النهائي، امتنع الأخير عن تسليم الوصل النهائي دون الإفصاح عن مبررات هذا الامتناع وأسباب الرفض.

وبحسب المعطيات التي توصل بها مكتب الجمعية ، فإن البحث الأمني الذي أنجز من طرف مديرية مراقبة التراب الوطني المعروفة اختصارا بـ DST وكذا المنجز من طرف جهاز الاستعلامات العامة حول أعضاء مكتب جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان فرع إقليم كلميم ، جاء بمعطيات مجانية للضوابط والحقيقة وتحمل في طياته مجموعة من التهم الملفقة في حق أعضاء مكتب الجمعية.

ونشير إلى أن جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان فرع إقليم كلميم قد تم حرمانها من الوصل النهائي منذ تأسيسها يوم 28 يناير 2012.

كما نشير أن الجمعية منذ تأسيسها أخذت على عاتقها الدفاع عن الحريات العامة والحقوق الأساسية للإنسان بالإقليم كما هو مضمن بكافة المواثيق والعهود الدولية، والتي صادقت عليها الدولة المغربية.

كما أخذت الجمعية على عاتقها محاربة كافة أشكال الفساد والمفسدين من داخل الإقليم، وهو التوجه الذي كان السبب الرئيسي في تدخل لوبي فاسد بالمنطقة الذي عمل على الضغط والتأثير على الأجهزة الأمنية والسلطات المحلية بكلميم لأجل عدم تمكين جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان فرع إقليم كلميم من وصلها النهائي، وتلفيق تهم مجانية باطلة ومغلوبة بالبحث الذي أعدته الأجهزة الأمنية بالإقليم في حق أعضاء الجمعية.

وعليه فإن جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان . فرع إقليم كلميم تعلن للرأي العام ما يلي :

1. استنكارها الشديد لقرار رفض تسليم الجمعية للوصل النهائي من طرف السلطات المحلية.

2. إدانتها الشديدة للسياسة التي باتت تنهجها الدولة المغربية من خلال منع وحرمان الجمعيات من التأسيس وتمتعها بوصولها النهائية بناء على تقارير أمنية مغلوبة ومفبركة ، في تناقض صارخ مع ما هو مضمن بكافة القوانين ذات الصلة بتأسيس الجمعيات.

3. تأكيدها على أن جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان فرع إقليم كلميم جمعية قانونية بقوة القانون ، بناء على الفقرة الأولى من الفصل الخامس من مدونة الحريات العامة الذي ينص على "أن تقدم كل جمعية تصريحاً إلى مقر السلطة الإدارية المحلية الكائن به مقر الجمعية مباشرة أو بواسطة عون قضائي يسلم عنه وصل مؤقت محتوم ومؤرخ في الحال وتوجه السلطة المحلية المذكورة إلى النيابة العامة بالمحكمة الابتدائية المختصة نسخة من التصريح



- المذكور وكذا نسخا من الوثائق المرفقة به المشار إليها في الفقرة الثالثة بعده، وذلك قصد تمكينها من إبداء رأيها في الطلب عند الاقتضاء. وعند استيفاء التصريح للإجراءات المنصوص عليها في الفقرة اللاحقة يسلم الوصل النهائي وجوبا داخل أجل أقصاه 60 يوما، وفي حالة عدم تسليمه داخل هذا الأجل جاز للجمعية أن تمارس نشاطها وفق الأهداف المسطرة في قوانينها".
4. تأكيدها على أن الجمعية ستعمل عن نهج كافة الخطوات النضالية السلمية من أجل حقها الراسخ بتمكينها من الوصل النهائي، بما فيها اللجوء للقضاء ومتابعة كافة المتورطين في هذا القرار التعسفي في حق الجمعية.
5. تحميلنا الدولة المغربية المسؤولية الكاملة في هذا القرار، وفي عدم تفعيلها للاتفاقيات والمعاهدات الدولية التي صادقت عليها والتي تسمح بحرية تأسيس الجمعيات.
6. **مطالبنا المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالتدخل العاجل والفوري لدى كل من وزير العدل والحريات ووزير الداخلية والوزير المكلف بالعلاقات مع البرلمان والمجتمع المدني من أجل فتح تحقيق عادل ونزيه في قرار امتناع السلطات المحلية بكلميم من تسليم الوصل النهائي للجمعية ورفع الحيف الممارس في حقها منذ تأسيسها بداية سنة 2012.**
7. تحميلنا رئيس المنطقة الإقليمية للأمن الوطني بإقليم كلميم المسؤولية الكاملة في التقارير الأمنية المغلوطة والمجانبة للحقيقة التي تحاك ضد النشاط الحقوقيين بالإقليم، والتي تصب جلها في خدمة أجندات لوبيات الفساد بالمنطقة التي باتت تؤرقها بيانات وتقارير الجمعيات الحقوقية النشيطة والندوات الصحفية التي كشفت خلالها عن مخططاتهم الدنيئة التي كانت تسعى من خلالها للاستحواذ على مقدرات المنطقة ضدا على إرادة أهلها الساعين إلى محاربة كافة أشكال فسادهم.
- جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان. فرع إقليم كلميم



جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان تُصعد من لهجتها ضد سلطات كلميم ووالي العيون

حاجي الحبيب

هاجمت "جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان"، في بيان ناري، كلا من سلطات كلميم المحلية والمنتخبة والقضائية والأمنية وعلى رأسها والي أمن مدينة العيون، كاشفة عن مجموعة مما وصفتها بـ"التناقضات القانونية والمخاطر التي تحاك تجاهها".

وسجلت الجمعية، في بيانها الذي توصل "بديل أنفو" بنسخة منه، أنه "نظرا للمعركة الحقوقية التي يقودها فرعها بإقليم كلميم إلى جانب الهيئات الحقوقية بالمنطقة، ضد مسؤول جماعي كبير بكلميم، بصفته واحدا من أكبر ناهبي المال العام بالمغرب ومهرب للبنزين، وهو تلاعب خطير بمصير الساكنة والوطن، ونظرا كذلك للتحركات الحقوقية الفاضحة للمتحالفين معه، خاصة والي أمن مدينة العيون الذي تمتد ولايته إلى حدود كلميم والتي يقوم بها فرع الجمعية بالعيون، والتي فضحت سلوكاته المعادية لحقوق الإنسان إلى درجة أن أدخلته في هستيريا محاربة فرع الجمعية بالعيون باستهداف رئيسها في حياته الشخصية والعملية، واستهداف قوت يومه، وتجنيد الشرطة لذلك، وحرمانه من الوثائق، والانتقام من زوجته، إلى غير ذلك من الخروقات التي يطول تفصيلها، آخرها اعتقاله تعسفيا داخل مركز الشرطة على إثر تعليقه للافتة على باب مقر الجمعية بالعيون، تطالب برحيل والي أمن العيون لعدم كفاءته وسلوكاته غير الحقوقية بعد حجزها ومصادرتها".

وحسب البيان فإن ما سبق ذكره قد أفرز ما وصفته الجمعية "بالعداء الذي يكتفه تحالف الفساد في منطقتي العيون وكلميم للأنشطة الحقوقية الذي تفضح الفساد، وهو ما يجعل المغرب لا محالة في كف عفريت، ويهدم كل مشاريعه التنموية في المنطقة التي تعضد مواقفه السياسية دوليا في المنطقة. وقد أنتج هذا التحالف الفاسد، تحالفا ضد جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان التي يوجد مقرها المركزي بمدينة تطوان، حيث تم استهداف فرعين ومحاربة تأسيس فروع أخرى".

وأكد البيان أنه "بعد عقد فرع الجمعية بكلميم لجمع عام بتاريخ 10 أكتوبر 2014، وتم إيداع الملف القانوني لدى باشا المدينة الذي سلم وصلا أوليا لرئيس الفرع، وبعد مرور أزيد من 60 يوما مما يجعل الفرع مؤسس بقوة القانون وفق المادة 5 من قانون تأسيس الجمعيات، وأثناء البحث الجري يعطي والي الأمن تعليماته من أجل إنجاز تقارير مزورة تفيده أن أعضاء مكتب الجمعية بكلميم لهم صلات بالبوليساريو أو متمون للبوليساريو مما يشكلون معه تهديدا على النظام العام، هذا التقرير المزور سينظلي على وكيل الملك الذي أعطى مشورته للباشا التي تفيده عدم تسليم الوصل النهائي لفرع الجمعية بكلميم".

ويضيف البيان أن "هذه المعلومات تم استقاؤها من مصادر عليمة، ثم أن الوثائق تفيده ذلك، ومن شأن أي بحث نزيه أن يكشف التلاعب الذي تمارسه هذه الجهات ضد فرع الجمعية بكلميم، باعتبار هذا التقرير على علته لا يمنع حقوقيا تسليم الفرع وصلا جنائيا، حيث لا يوجد في القانون ما يفيد ذلك، وحيث أن السلطات بكلميم ترتكب جرما جنائيا يتمثل في التمييز بسبب الآراء السياسية حسب الفصل منطوق الفصل 1-431 و 2-431 من القانون الجنائي المغربي، فضلا عن كونه خرقا لحقوقيا سافرا يضع المغرب في الحرج دوليا لارتباطاته الدولية الحقوقية على مستوى الأجهزة الأهمية والنصوص الحقوقية".

وأورد البيان "أن والي أمن العيون ورئيس الجماعة الحضرية لكلميم يعتبران ثنائيا أساسيا في صنع هذا الخرق، واتحادهما في هذا الملف وباقي الملفات والعلاقات، يجعلهما رأس حرية الفساد والخروقات، يجب مساءلتهما وطردهما من المهمات التي يوجدان على رأسها".

وعبرت "جمعية الدفاع عن حقوق الإنسان" في بيانها عن "إدانتها الواضحة لهذين المسؤولين الذين عاثا فسادا دون حسيب ولا رقيب في منطقة حساسة وهما: (والي أمن العيون الحالي، ورئيس الجماعة الحضرية لكلميم الحالي)، وأيضا إدانتها للوصف الذي وصفته التقارير الأمنية والاستنتاجات البئيسة والمتخلفة في حق أعضاء الجمعية بوصفهم خطرا على النظام العام"، بحسب البيان.

كما اعتبرت الجمعية أن من وصفتهم بـ"المشاركين في هذا الخرق"، هم "الخطرون على النظام العام والأمن والاستقرار وتشجيعهم الشباب على التعاطف مع البوليساريو بسد الأبواب على التعبير"، مجددة مطالبها للهيئات الحقوقية الوطنية والدولية لتسجيل "هذا الخرق السافر الذي مس العمل الحقوقي، واستهداف النشاط الحقوقي، مما يجعل منظمات الدفاع عن الحقوقيين معنية بهذا الملف، وكذا كل المؤسسات الحقوقية الدولية والوطنية وعلى رأسها المجلس الوطني لحقوق الإنسان"، يقول البيان.



وأكدت الجمعية أن هذا البيان يعتبر "رسالة موجهة إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان للبحث فيه والعمل على تمكين الفرع بكلميم من الوصل النهائي لتسهيل ممارسة أنشطته، وإلى وزير العدل والحريات من أجل متابعة المعنيين بهذا الخرق السافر بفصول القانون الجنائي أعلاه، والعمل على تمكين فرع الجمعية من ممارسة حريته في التنظيم والعمل الحقوقي"، مؤكدا البيان "أن الجمعية ستواصل فضح هذه الخروقات بكل الوسائل والأشكال إلى حين تحقيق الحقوق ومعاقبة المسؤولين عن الخرق."

<http://badil.info/%D8%AC%D9%85%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%81%D8%A7%D8%B9-%D8%B9%D9%86-%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D8%AA%D9%8F%D8%B5%D9%8E%D8%B9%D9%91%D9%90/>



اعتقال الناشط الفبرائري حسن الحافة

حسن الحافة

اعتقلت عناصر الدرك الملكي، بمنطقة سبت الكردان، التابعة ترابيا لإقليم تارودانت الناشط في حركة 20 فبراير، حسن الحافة، من داخل منزله مساء الخميس 30 أبريل.

وحسب ما ذكرته مصادر إعلامية فإن هذا الإعتقال، جرى بعد أن وُجهت للناشط حسن الحافة تُهم “القذف والتشهير” في حق قائد قيادة سبت الكردان.

ورجح عدد من النشطاء في المواقع الإجتماعية وبعض رفاقه في حركة 20 فبراير، أن يكون لاعتقاله علاقة بكتابات “الجريئة”، و التي ينتقد فيها جوانب سياسية واجتماعية عديدة.

<http://badil.info/%D8%A7%D8%B9%D8%AA%D9%82%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%A7%D8%B4%D8%B7-%D8%A7%D9%84%D9%81%D8%A8%D8%B1%D8%A7%D9%8A%D8%B1%D9%8A-%D8%AD%D8%B3%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D8%A7%D9%81%D8%A9/>

نوفل بوعمري : راسلت بلدية غرنیکا- لومو بإقليم الباسك لفضح انتهاكات حقوق الإنسان بمخيمات تندوف التي يقف خلفها زعيم البوليساريو

يرى نوفل بوعمري، ناشط حقوقي مهتم بقضية الصحراء، أن قرار مجلس الأمن الأخير بشأن الصحراء يعد انتصار للمنطق الذي ظل يدافع عنه المغرب بشأن رفض توسيع صلاحيات بعثة المينورسو لتشمل حقوق الإنسان، حيث أكد على المرجعية التأسيسية لميلاد المينورسو وهي اتفاقية وقف إطلاق النار 1991، كما يؤكد القرار على ما يقوم به المغرب من إصلاحات و جهودات خاصة في جانبها الحقوقي، الذي شهده المغرب منذ انطلاق **عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان و لجانه المتواجدة بالإقليم الصحراوية**، وانفتاح المغرب على المفوضية السامية لحقوق الإنسان. كما يدعو نوفل بوعمري إلى أهمية انفتاح الدبلوماسية المغربية سواء الرسمية منها أو الشعبية على المنطقة من خلال القيام بمبادرات تهدف بالأساس إلى التسويق الجيد للتغيرات السياسية و الحقوية والمؤسسية التي شهدتها المغرب، و إلى مبادرة الحكم الذاتي وفضح ما يحدث من انتهاكات و قمع للاجئين داخل مخيمات تندوف، منتقدا قرار بلدية غرنیکا- لومو بإقليم الباسك منح زعيم البوليساريو جائزة السلم و المصالحة باعتباره شخص متورط في العديد من الجرائم التي تتعلق بانتهاكات حقوق الإنسان بمخيمات تندوف.

كناشط حقوقي مهتم بقضية الصحراء كيف تلقيتكم قرار مجلس الأمن الأخير بخصوص الصحراء المغربية ؟

من الزاوية الحقوية يمكن اعتبار قرار 2218 لمجلس الأمن، هو قرار قوي من عدة جوانب: الأول: حسم النقاش حول طبيعة مهمة بعث المينورسو، حيث انتصر القرار للمنطق الذي ظل يدافع عنه المغرب، ضدا على رغبة اللوي الموالي للبوليساريو بقيادة الجزائر، و الجهة والذي كان يهدف إلى توسيع مهمة المينورسو لتشمل حقوق الإنسان، وبالتالي فالقرار حسم هذه النقطة من خلال تأكيده على المرجعية التأسيسية لميلاد المينورسو و هي اتفاقية وقف إطلاق النار 1991. الثاني: التأكيد في القرار على ما يقوم به المغرب من إصلاحات و جهودات خاصة في جانبها الحقوقي، الذي شهده المغرب منذ انطلاق عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان و لجانه المتواجدة بالإقليم الصحراوية، مع تأكيد القرار على انفتاح المغرب على المفوضية السامية لحقوق الإنسان. ثالثا: تأكيد القرار على أهمية و راهنية إحصاء اللاجئين كمطلب حقوقي و إنساني، الذين يتعرضون لكل أنواع الاستغلال من طرف قيادة الجبهة و الجزائر و هو ما أكده لاحقا قرار البرلمان الأوربي بستراسبورغ.

هناك من يقول إن قرار مجلس الأمن لم يأت بجديد كبير، إذ لم يقدم حلاً واضحاً لهذا النزاع بين المغرب وجبهة البوليساريو الانفصالية، ورغم ذلك، فقد استقبله المغرب و الجزائر، بكثير من الترحاب ما رأيك؟

بالعودة للقرار سنجد عكس ما ورد في السؤال، و ما يعتقد البعض، فهو يتحدث بوضوح عن الحل، و هو الحل السياسي، التفاوض عليه، و إذا ما رجعنا لمختلف فقرات خاصة فيما يتعلق بالإشادة بالمغرب و بمبادرته، كذا بالعودة لتقرير الأمين العام للأمم المتحدة حول الصحراء، الذي اعتمد خطاب 6 نوفمبر 2014 الملكي كمرجعية له خاصة من خلال استعماله لفترات بعينها تلك التي تحدثت عن الحكم الذاتي كحل السياسي، و مخرج وحيد للنزاع، فالاستنتاج الوحيد الذي هو نفسه ضيق الجزائر و قيادة البوليساريو التي لم ترحب قط بالقرار، هو تمهيد الأمم المتحدة من خلال الجولة المقبلة للمفاوضات المقبلة على تبني و تطوير فكرة مبادرة الحكم الذاتي لتكون كحل سياسي، و كإجابة عن المخاطر الإرهابية التي تحدث عنها القرار في حال استمرار النزاع.

ألا ترون أن هناك تقصير من قبل الدبلوماسية الموازية المغربية، إذ تم تكريم زعيم الجبهة من طرف خاصة بلدية غرنیکا- لومو بإقليم الباسك مؤخرا دون أن نشهد أي حراك قوي للتأثير على مركز القرار الإسباني خصوصا أمام تشهده المخيمات من انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان ؟



الباسك تاريخيا، خاصة بلدية غرنیکا- لومو التي قررت منح محمد عبد العزيز بجائزة السلم و المصالحة يوم 26 أبريل الماضي من المؤيدين لجهة البوليساريو، وأشير إلى أن محمد عبد العزيز تخلف عن حضور حفل تكريمه وكلف رئيس ما يسمى بالبرلمان الصحراوي بالحضور نيابة عنه لعدة أسباب أهمها رسائل الاحتجاج التي توصل بها رئيس هذه البلدية خاصة من تيار خط الشهيد، من أنني شخصا قمت بمراسلة بلدية غرنیکا- لومو بإقليم الباسك لتسجيل الاحتجاج عليها و على قرارها، فكيف يعقل تكريم شخص متورط و مسؤول عن جرائم تتعلق بانتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان وحالات اختطاف و اغتصاب...مازالت تحدث حتى اللحظة بالمخيمات بجائزة السلم و المصالحة؟ وهنا لا بد من فتح قوس أساسي حول الدبلوماسية المغربية سواء الرسمية منها أو الشعبية و إلى ضرورة انفتاحها على هذه المنطقة من خلال القيام بمبادرات تهدف بالأساس إلى التسويق الجيد للتغيرات السياسية و الحقوقية و المؤسساتية التي شهدتها المغرب، و إلى مبادرة الحكم الذاتي، كذا بالأساس ما يحدث من انتهاك و قمع للاجئين داخل المخيمات، هنا في هذا الجانب أتصور بأن هناك تقصير في الاشتغال على هذه الواجهة.

<http://www.anfaspres.com/index.php/2014-06-06-16-16-10/item/20517-2015-05-03-17-47-44>



فعاليات اليوم الدراسي حول موضوع العقوبات البديلة المنظم بآسفي من طرف اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بمراكش .

نظمت ، يومه الخميس 30 ابريل 2015 ، اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بمراكش يوما دراسيا حول موضوع ” العقوبات البديلة ” في إطار كرسي جامعة القاضي عياض للمواطنة وحقوق الإنسان.

اللقاء الذي احتضنته القاعة التابعة لمقر جهة دكالة عبدة و الذي يهدف إلى مواصلة النقاش الوطني حول إمكانيات وآفاق تطبيق العقوبات البديلة في المغرب، تميز بالحضور الفعلي للدكتور عبد الفتاح البجيوي والي جهة دكالة عبدة عامل إقليم آسفي والأستاذ عمر الصوفي وكيل جلالة الملك لدى المحكمة الابتدائية بآسفي وثلة من المهتمين والخبراء والباحثين في الشؤون القانونية والحقوقية والعاملين بسلك القضاء من أساتذة قضاة ومحامين وممثلي جمعيات المجتمع المدني ووسائل الإعلام ..

و قد أقيمت ضمن فعاليات اليوم الدراسي مداخلات قيمة لكل من الأستاذ محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان تمحورت حول العقوبات البديلة في ضوء مسودة القانون الجنائي، ومداخلات للأساتذة : ابراهيم بنترت رئيس المحكمة الابتدائية بآسفي، فاطمة أوكادوم رئيسة غرفة بمحكمة الاستئناف بالدار البيضاء ” عن جمعية ماما آسية ”، محمد الشقوري نقيب سابق وعضو هيئة المحامين بآسفي.. اللقاء افتتحه الأستاذ مصطفى لعريضة رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان ونشط فقراته الأستاذ منير الشرقي عضو اللجنة ذاتها..

وتجدر الإشارة يذكر أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان قد سبق وأن أصدر مذكرة تتضمن رأيه في الموضوع. وهي المذكرة التي أوصت بتعديل القانون الجنائي بشكل يعطي أولوية الاستفادة من هذه العقوبات البديلة لبعض الفئات من قبيل القاصرين المتراوح أعمارهم ما بين 12 و 18 سنة والأشخاص البالغين 65 سنة أثناء ارتكابهم للجريمة أو الأشخاص الذين أثبتت الخبرة الطبية إصابتهم بأمراض خطيرة والنساء الحوامل و الأمهات المرضعات. كما أوصى المجلس في هذه المذكرة بتوسيع عرض مراكز التكفل وإعادة تأهيل المجموعات الأكثر هشاشة التي قد تخضع للعقوبات البديلة، بالإضافة إلى إعداد مخطط لدعم قدرات مهنيي العدالة في مجال تحديد العقوبات البديلة وتنفيذها.

ونظرا للأهمية البالغة للمداخلات التي قدمت ضمن فعاليات اليوم الدراسي حول العقوبات البديلة ونزولا عند رغبة العديد من أعزائنا متصفح الموقع ، ارتأى موقعنا آسفي نت إدراجها مداخل مداخل بالصوت والصورة وحتى تكون الفائدة أعم ..

وبالديلة ستكون مداخل الدكتور عبد الفتاح البجيوي والي جهة دكالة عبدة عامل إقليم آسفي خلال فترة النقاش .. الفيديو:

<http://safinet.ma/%D9%81%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D9%8A%D9%88%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D8%B1%D8%A7%D8%B3%D9%8A-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D9%85%D9%88%D8%B6%D9%88%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%82%D9%88/>

Ouvrage-plaidoyer contre les amalgames sur l'Islam

«Ce qui nous sommes»

12256/15

L'ouvrage collectif "Ce qui nous sommes", un plaidoyer d'une trentaine d'intellectuels marocains pour l'arrêt des amalgames sur l'Islam, a été présenté vendredi au Salon international du livre de Genève.

Paru aux Editions La Croisée des chemins en réaction aux attentats de Paris qui ont décimé en janvier la rédaction de Charlie Hebdo, ce livre donne la parole à des auteurs qui, d'une seule voix, lancent un cri de cœur en faveur du vivre-ensemble.

"Nombre des plus grandes voix d'intellectuels marocains se sont réunies afin d'émettre une réflexion autour d'un Maroc pluriel qui combat, sous toutes leurs formes, autant l'amalgame que l'obscurantisme", a confié son éditeur, Abdelkader Retnani devant un public de divers horizons au Pavillon des cultures

arabes.

Les écrivains refusent les amalgames sur l'Islam qui ont suivi les événements tragiques de Paris et "c'est justement pour cette raison-là que le livre a vu le jour". La presse et l'écrit sont, ajoute-t-il, "très importants parce qu'à la faveur desquels on peut avancer les choses".

"Ce qui nous sommes" met en évidence, selon ses initiateurs, le besoin pressant d'une entente sociale unissant nations, confessions religieuses et idéaux.

L'auteure Bouthaina Azami, l'une des signataires du livre présente au Salon, a souligné que "l'idéologie de l'organisation terroriste Etat islamique puise sa substance chez des personnes qui sont en quête d'identité, voire en mal d'identité".

"Il faut dire que lorsqu'il y a misère et lorsqu'il y a un sentiment d'injustice, les

esprits se ferment et les mentalités se durcissent et on commence à nourrir tout ce qu'il y a de plus extrême", explique-t-elle.

Au Maroc a-t-elle noté, "les gens majoritairement de religion musulmane sont absolument loin de se reconnaître dans une telle idéologie".

Prenant la parole, l'écrivain Abdelkebir Benammi a tenu à dire son attachement "indéfectible et sans réserve" à la liberté d'expression, sans que cela signifie un quelconque blanc-seing pour la ligne de Charlie Hebdo.

"Je m'attache à ce que l'autre puisse s'exprimer même sur des sujets à propos desquels nous ne partageons pas les mêmes idées ou les mêmes convictions, mais je n'ai pas besoin pour cela d'être Charlie", a-t-il poursuivi.

Benammi rappelle comment il a refusé

plusieurs demandes pour écrire ou s'exprimer sur ce drame dans des médias en France, avant de répondre présent à l'appel de l'éditeur dont le projet s'inscrit dans sa propre démarche.

"Ce qui nous sommes" est une œuvre signée entre autres, Abdesselam Abouddrar, Bahaa Trabelsi, Valérie Morales-Attias, André Azoulay, Ahmed Ghayet, Tahar Ben Jelloun, Mohamed Sassi, Mohamed Tozy, Driss El Yazami ou encore Abdelhamid Jmaïhi.

Le pavillon des cultures arabes du Salon international du livre de Genève a vu également la présentation du beau-livre intitulé "Les Mémoires juives de l'Oriental marocain", une publication de La Croisée des chemins. Cet ouvrage, qui vient de paraître en édition anglophone, s'intéresse sur la base de photos, de témoignages et de données historiques,

au patrimoine hébraïque dans la région de l'Oriental.

Ce travail marque "une nouvelle rencontre, l'histoire d'une relecture des traces toujours vivantes d'un passé commun dont nous voulons honorer les moments heureux", a souligné le directeur de l'Agence de l'Oriental, Mohamed Mbarki qui présentait ce livre aux côtés de M. Retnani.

L'ouvrage a nécessité deux ans de recherches, de voyages et de collaboration à l'échelle nationale comme à l'international. D'après l'auteur, "Les Mémoires juives de l'Oriental marocain" n'est pas un livre d'histoire, mais il s'agit de "raconter des aspects de la vie dans des contrées profondes comme Debdou et Figuig où ont vécu diverses communautés dans la solidarité, la convivialité et la tolérance".



12256/8 Une victoire claire de la diplomatie marocaine

La résolution 2218 adoptée mardi dernier par les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies au sujet du Sahara marocain, est "une victoire claire de la diplomatie marocaine", a affirmé Hassan Hjjij, enseignant-chercheur à l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès. La résolution onusienne 2218, prorogeant jusqu'au 30 avril 2016 le mandat de la Minurso, est une "décision sage" qui constitue un grand changement dans le différend artificiel créé autour de la question de l'intégrité territoriale du Maroc, a indiqué M. Hjjij dans une déclaration à la MAP. Il s'agit, selon lui, d'un autre refus des allégations des ennemis de l'intégrité territoriale du Royaume qui visaient l'élargissement des prérogatives de la mission onusienne pour englober les droits de l'Homme au Sahara.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a souligné la nécessité du recensement de la population sahraouie des camps de Tindouf, a précisé M. Hjjij, également acteur associatif, mettant l'accent sur les pratiques frauduleuses du polisarario et son mentor algérien relatives au détournement de l'aide humanitaire destinée aux séquestrés des camps de la honte de Tindouf, révélées récemment par l'Office européen de lutte contre la fraude (OLAF). La résolution onusienne, a-t-il ajouté, est le résultat des réformes audacieuses initiées par le Maroc, comme l'adoption d'une nouvelle constitution et la création de nouvelles institutions et mécanismes de contrôle et de suivi, outre le déclenchement d'une nouvelle dynamique à travers l'implication de tous les acteurs dans la gestion des affaires locale et publique, mettant en relief le rôle de la société civile dans la défense de l'intégrité territoriale du Royaume, à travers les rencontres et les forums initiés au niveau local, régional et international.

M.Hjjij a aussi fait part du rôle remarquable du Conseil National des droits de l'Homme dans la protection et l'amélioration des droits de l'Homme à travers la création de 13 commissions régionales, rappelant dans ce cadre le projet de la régionalisation avancée destiné à consolider le développement global et durable du Maroc.

La résolution 2218 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU souligne "la crédibilité" et "le réalisme" de la proposition marocaine d'autonomie, présentée le 11 avril 2007 au secrétaire général de l'ONU, a-t-il ajouté.



La nouvelle résolution du Conseil de Sécurité a traité la question selon une approche globale

12256/8

La nouvelle résolution du Conseil de sécurité sur le Sahara marocain est équilibrée du fait qu'elle a traité la question selon une approche globale tenant compte des dimensions humaine, politique, sécuritaire et géostratégique, a affirmé l'universitaire Mohamed Imam Mae El Ainin. La résolution onusienne n'est pas restée confinée à l'approche étriquée adoptée par les autres parties au conflit visant à épuiser les efforts de la diplomatie marocaine et du Conseil de sécurité, en évoquant des questions comme les droits de l'homme et les richesses des provinces du sud, et à occulter en même temps la situation dans les camps de Tindouf qui constitue une source d'instabilité dans la région du Maghreb et du sahel et impacte la sécurité régionale et internationale, a expliqué M. Mae El Ainin, responsable de l'unité des études maghrébines au Centre des études et recherches humaines et sociales à Oujda.

Et de souligner, dans une déclaration à la MAP, que l'adoption de cette résolution s'inscrit dans le contexte géopolitique que connaît la région maghrébine et ses répercussions directes sur les pays du voisinage européen, notant que la réalisation de la sécurité et de la stabilité dans la région du sahel est tributaire d'une solution politique au conflit du Sahara et du renforcement de la coopération entre les pays maghrébins.

Il a de même affirmé que le changement d'approche dans le traitement de ce dossier par le Maroc à partir du discours royal à l'occasion du 39ème anniversaire de la Marche verte, et l'adoption d'une méthodologie rigoureuse et claire dans ce sens, avaient un impact direct sur cette question.

Cela apparait clairement dans le contenu de la résolution qui a reconnu et salué les efforts et les initiatives du Maroc notamment en ce qui concerne le renforcement des

commissions régionales du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) à Dakhla et Laayoune, mais aussi l'interaction du Royaume avec les mécanismes spéciaux du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, a expliqué Mae El Ainin.

Il a également mis l'accent sur la fermeté de cette résolution qui a exclu tout rôle de l'Union africaine en ce qui concerne la question du Sahara marocain.

De l'avis de cet universitaire, le Maroc peut tirer parti de cette nouvelle orientation du Conseil de sécurité dans la gestion de ce dossier à travers la poursuite de son approche proactive et efficace conformément à une vision globale qui tient compte à la fois des dimensions géostratégique et sécuritaire, et des autres aspects humain et de développement pour parvenir à un règlement politique à ce conflit sur la base de l'initiative marocaine d'autonomie que le conseil de sécurité a qualifiée de sérieuse et crédible

Avortement Premières fuites, premières inquiétudes

La tentation conservatrice ambiante

Echanges passionnés, mobilisation sans précédent. Le débat sur l'avortement clandestin au Maroc a eu le mérite de se tenir. «Entre les farouches «antiavortement» et les défenseurs de l'interdiction d'une pratique qui tue, on a très peu parlé du droit des femmes de disposer de leur corps, sachant que l'interruption volontaire de grossesse procède de ce principe», rappelle cette avocate du mouvement féminin marocain.

L'intervention du chef de l'Etat qui a sollicité le 16 mars dernier un avis au **Conseil national des droits de l'Homme** et aux ministères de la Justice et des Habous et des Affaires islamiques a coupé court à toute surenchère. Driss Yazami, Mostafa Ramid et Ahmed Taoufik ont eu un mois pour remettre, chacun de son côté, leur copie. La consigne selon laquelle «on ne peut légaliser l'interdit ni prohiber le licite» a-t-elle été respectée ? L'histoire en jugera. En attendant, les trois hauts responsables ont déposé leurs recommandations au Cabinet Royal dans les délais prévus. Les premières fuites sur le contenu des propositions faites au Roi ont commencé.

Selon le quotidien arabophone «Al Ahdath Al Maghribya», l'avortement pourrait être autorisé dans six cas précis : l'inceste, le viol, la mère handicapée mentale, la mère mineure, la grossesse présentant un danger pour la santé de la mère, la malformation fœtale après avis médical. Rien de très exceptionnel, hormis le cas -s'il est toutefois retenu- de la fille mineure enceinte et qui pourrait interrompre sa grossesse.

Plusieurs voix de la société civile s'élèvent déjà pour fustiger un «SMIG de revendications», des propositions en deçà des attentes, des recommandations minimalistes. La révolution n'a pas eu lieu ou presque sachant que d'autres rites comme le hanafisme autorise l'avortement en cas de viol, d'inceste, de handicap mental, de malformation du fœtus «Il faut démalikiser la représentation sociale de l'avortement et libérer le Code pénal de la doctrine malékite. On ne peut pas réduire l'islam à la seule école malékite. Force est de constater qu'il y a un caractère doctrinaire malékite des articles antiavortement du Code pénal marocain. Un caractère qui ne prend pas en considération les causes et circonstances de la grossesse (viol, inceste, handicap mental) ni le statut du fœtus. Plus encore, ces articles ignorent le pluralisme juridique islamique», expliquait il y a quelques semaines le sociologue Abdessamad Dialmy à l'occasion d'une journée d'études organisée au Parlement par le Groupe parlementaire de l'USFP.

La tentation conservatrice ambiante

Le cas de la fille mineure qui tombe enceinte dans le cadre de relations sexuelles hors mariage –toujours sanctionnées par le projet de Code pénal élaboré par le ministre de la Justice islamiste- résistera-t-il jusqu'au bout à la tentation conservatrice ambiante? Difficile de le croire au regard de l'avant-projet de Code pénal liberticide actuellement en débat et qui continuera d'envoyer en prison deux adultes consentants et non mariés qui ont des rapports sexuels ou encore ceux qui n'observent pas le jeûne pendant le mois de Ramadan.

Force est de le reconnaître, le débat sur l'avortement ne saurait se tenir valablement si la société continue de porter des œillères et de tenir un discours hypocrite. La société marocaine évolue, s'adapte à l'air du temps, bref elle se sécularise. Chez les jeunes, et tous les sociologues s'accordent à le reconnaître, il n'y a pas d'illégalité sexuelle juridique ou religieuse. Selon une enquête effectuée par le ministère de la Santé, 56% des jeunes marocains (filles et garçons) ont des relations sexuelles superficielles avant le mariage. Ils

sont 25% à déclarer à avoir de tels rapports avec pénétration. La fréquence des relations sexuelles avant le mariage est désormais un indicateur sociologique fort surtout lorsque l'on sait que l'âge moyen du premier rapport est de 16,5 ans pour le Marocain et de 17,8 pour la Marocaine.

«Au Maroc, on se marie plus tardivement. L'âge moyen de mariage est de 26 ans pour les filles et 31 ans pour les hommes. Soit 15 années de plus de célibat. 15 années nouvelles qui donnent à voir l'établissement de relations nouvelles en dehors de la loi. De telles relations sont considérées comme de la débauche et sont punies par la loi au même titre que l'avortement. Ce qui me fait dire qu'il est temps de faire de la loi une passerelle pour que la société aille de l'avant», fait valoir le sociologue Driss Bensaïd.



Résolution 2218 du Conseil de Sécurité sur le Sahara marocain

La position marocaine confortée, de l'avis d'experts

17644 / 2

La résolution 2218 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara marocain a confirmé la pertinence de la position du Maroc et a mis en échec les manœuvres de l'Algérie contre l'intégrité territoriale du Royaume, ont affirmé des experts, observateurs et fins connaisseurs de ce dossier.

Cette résolution a, notamment, réduit à néant les manœuvres algériennes visant à entraîner l'Union africaine dans une implication partielle dans le dossier du Sahara marocain et prorogé la mission de la Minurso sans élargir son mandat au contrôle des droits de l'Homme, ont-ils affirmé dans des déclarations à la MAP.

A ce propos, l'expert et chercheur dans la question du Sahara, Abdelfettah Fathi a souligné que cette résolution confirme la maturité du partenariat entre le Maroc et l'ONU, saluant le fait d'écarter l'option de transférer l'examen du dossier du chapitre VI de la Charte des Nations-Unies au chapitre VII, conformément à une recommandation du rapport du secrétaire général de l'ONU en 2014, ce qui renforce l'administration par le Maroc de ses provinces du sud et ses efforts pour l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région.

Il a également mis en avant le maintien du mandat de la Minurso par cette résolution et salué les efforts du Royaume en matière de consolidation des droits de l'Homme dans ses provinces du sud, "ce qui confirme, si besoin est, la maturité et la pertinence de la position du Maroc pour le parachèvement de son intégrité territoriale".

En insistant pour la cinquième fois sur la nécessité de recenser la population des camps de Tindouf, cette résolution réaffirme la force de la position du Maroc, mettant ainsi à nu plusieurs violations, notamment l'implication de l'Algérie et du "polisario" dans le détournement des aides humanitaires, a-t-il affirmé.

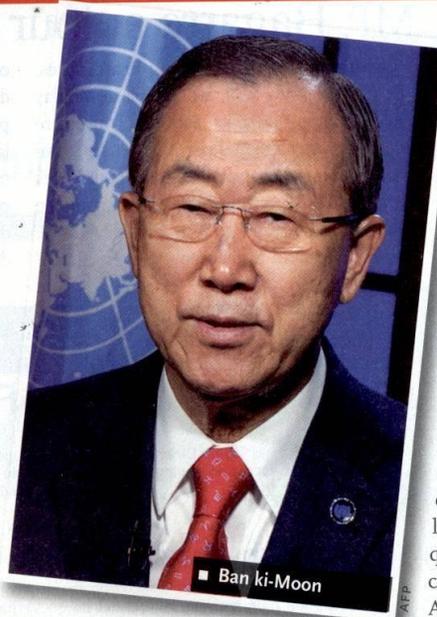
Pour sa part, le président de l'Association de l'Intégrité territoriale à Dakhla, Hassan Lahouideg, a souligné que la dernière résolution onusienne a, encore une fois, confirmé la pertinence de la position marocaine et salué les efforts du Royaume pour trouver une solution juste à la question du Sahara marocain.

En appelant l'Algérie à enregistrer la population des camps de Tindouf, le Conseil de sécurité de l'ONU a "honoré ses engagements humanitaires à l'égard de nos frères séquestrés depuis plus de 40 ans dans les camps de Tindouf, au sud de l'Algérie, et répondu à une revendication urgente du Maroc", a-t-il indiqué.

De son côté, le journaliste Ahmed Rebbani a affirmé que la résolution 2218 "a asséné un coup dur à l'Algérie et sa création le +polisario+ en prorogeant le mandat de la Minurso sans y adjoindre le volet des droits de l'Homme", ajoutant que ladite résolution a salué les efforts consentis par le Maroc en la matière, à travers les initiatives du Conseil national des droits de l'Homme et ses commissions régionales, en tant que mécanisme national efficace de contrôle des droits de l'Homme.

SAHARA

Dure a été la chute de l'Algérie et du Polisario après que le Conseil de Sécurité (CS) de l'ONU a réitéré son appui à une solution politique et appelé au réalisme et à l'esprit de compromis.



Grande défaite de l'Algérie et du Polisario

Le point

778/12

Ces deux alliés auront ainsi beaucoup de mal, cette fois, après les manigances et toutes leurs tentatives d'influencer la décision, à admettre cette lourde défaite et cette résolution qui va à l'encontre de leurs manœuvres sournoises. En effet, le CS de l'ONU a réitéré, ce mardi 28 avril, son appui à une solution politique mutuellement acceptable et réaffirmé la «prééminence» de l'initiative marocaine d'autonomie, ainsi que son appel à l'Algérie pour l'enregistrement des populations des camps de Tindouf. Alors que l'Algérie ne s'y attendait pas et que le Polisario voulait autre chose, le Conseil a réaffirmé, dans sa résolution 2218 prorogeant d'une année (jusqu'au 30 avril 2016) le mandat de la MINURSO, la validité et la crédibilité de la proposition marocaine présentée le 11 avril 2007 au Secrétaire général de l'ONU. Il s'est félicité des «efforts sérieux et crédibles faits par le

Maroc pour aller de l'avant vers un règlement».

En vertu de ce texte adopté à l'unanimité de ses quinze membres, le Conseil demande aux parties et aux Etats voisins de coopérer «plus pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et les uns avec les autres et de s'impliquer plus résolument pour mettre fin à l'impasse actuelle et avancer vers une solution politique». «Parvenir à une solution politique à ce différend de longue date et une coopération renforcée entre les Etats membres de l'Union du Maghreb Arabe contribuerait à la stabilité et à la sécurité dans la région», ajoute le texte.

Coup dur pour l'Algérie...

En outre, l'organe exécutif de l'ONU réitère avec insistance sa demande pour «l'enregistrement» des populations dans les camps de Tindouf en Algérie et «invite à des efforts» à cet égard. L'Algérie, qui en a jusqu'à présent fait un fonds de commerce, a toujours refusé ce recensement. Cette fois-ci, la

demande a été contenue, pour la première fois, dans les «recommandations» du dernier rapport sur le Sahara du SG de l'ONU, Ban Ki-Moon, présenté début avril au CS. A rappeler que l'Office anti-fraude (OLAF), relevant de la Commission de l'Union européenne, a dénoncé dans un rapport officiel le détournement organisé en Algérie, depuis des années, des aides humanitaires destinées aux Sahraouis des camps de Tindouf.

Une des raisons qui ont rendu ces détournements possibles est la «surestimation du nombre des réfugiés et donc des aides fournies», souligne l'Office anti-fraude dans son rapport qui précise aussi que «ni l'Algérie, ni le front polissario n'ont accepté qu'un recensement des populations des camps soit organisé».

Aux termes de la résolution adoptée ce jour, le Conseil demande aux parties de continuer de faire preuve de volonté politique et de travailler dans une atmosphère propice au dialogue afin d'engager plus résolument des négociations de fond. Ce qui consacre davantage la position marocaine et enfonce de plus en plus l'Algérie et le Polisario, toujours réticents au dialogue et à une solution pacifique et allant à l'encontre de la recommandation formulée dans le rapport daté du 14 avril 2008, selon laquelle il est «indispensable que les parties fassent preuve de réalisme et d'un esprit de compromis pour faire avancer les négociations».

... Et consécration des efforts du Maroc

Par la même occasion, le CS de l'ONU a de nouveau loué les efforts du Maroc en matière des droits de l'Homme, notamment à travers le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH). Dans sa résolution 2218, adoptée à l'unanimité des Quinze, il «reconnait et se félicite des mesures et initiatives entreprises par le Maroc pour renforcer les commissions régionales du CNDH à Dakhla et Laâyoune». De même, les Quinze saluent les interactions du Royaume avec les Procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, ainsi que la visite annoncée du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme en 2015, cite encore le texte qui proroge d'une année le mandat de la MINURSO ■

HD



Edito

Sahara Le tournant



S'il flottait un petit air de satisfaction, mardi 28 avril (2015), dans les milieux qui suivent de près le dossier du Sahara, au Maroc, c'est que la tant attendue résolution annuelle du Conseil de Sécurité sur le Sahara venait d'être définitivement adoptée et qu'elle répondait en grande partie aux attentes du Maroc.

Parmi les premiers à bien accueillir la résolution 2218, la diplomatie marocaine. S'exprimant sur la 2ème chaine de télévision – 2M- le représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale, a donné le ton. Le résultat est très satisfaisant, compte tenu du combat qui a été livré au Maroc, a-t-il dit en substance, louant la sagesse du Conseil de Sécurité. Même réaction de la ministre déléguée aux Affaires étrangères, Mbarka Bouayda, sur la 1ère chaine, Al Oula. Il est vrai que la guerre menée par la partie adverse (Pouvoir algérien et Polisario) était rude et... pas toujours livrée «à la loyale». Entre manifestations et provocations de «séparatistes de l'intérieur», télécommandées d'Alger et bombardement d'accusations du corbeau algérien, Chris Coleman, en passant par les lapins tirés du chapeau de «lobbies à la solde» et de l'UA, le Maroc avait fort à faire... La partie adverse était tellement sûre de porter un coup fatal au Maroc –notamment avec l'épisode Chris Coleman- qu'elle a claironné partout que 2015 serait «L'année du grand tournant», dans l'affaire du Sahara. Le grand tournant a bien eu lieu, mais pas

^{778/3} celui qu'Alger attendait. Car, avec les guerres et désordres post-Printemps arabe, suivis de la création de Deach et du fulgurant développement de la terreur dans le monde, que cette naissance a entraînée, la sécurité est devenue la préoccupation primordiale de la communauté internationale. Les petits jeux, tendant à déstabiliser le Maroc en l'attaquant sur son intégrité territoriale, ne sont plus d'actualité.

Puissent les tenants du pouvoir à Alger comprendre à quel point le monde a changé avec cette nouvelle donne (l'insécurité et le terrorisme dans le monde) et permettre enfin que s'installent la paix et la coopération au Maghreb !

En attendant, justice a été rendue au Maroc. Comme l'a souligné Omar Hilal, le rapport du Secrétaire général de l'ONU de cette année 2015 a corrigé, plus de 90% des erreurs et dérives de celui de 2014. Rabat a été récompensé pour avoir collaboré... Attaqué principalement sur les droits de l'homme –principale marotte de la partie adverse- il a multiplié les gestes de bonne volonté: antennes du CNDH (Conseil national des droits de l'homme) au Sahara, réforme des textes sur les tribunaux militaires (supprimant la comparution de civils devant ces tribunaux), procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme (10 en un an), etc... Mais il ne s'agit pas de dormir sur ses lauriers. Le combat doit se poursuivre aussi bien sur le plan diplomatique que –nous ne le répéterons jamais assez– sur le plan juridique !■

Bahia Amrani

Mais il ne s'agit pas de dormir sur ses lauriers. Le combat doit se poursuivre aussi bien sur le plan diplomatique que –nous ne le répéterons jamais assez– sur le plan juridique !



DON D'ORGANES

Dissiper toute équivoque !

Sensibiliser les Marocains à adhérer à la culture du don d'organes et de tissus humains, pour permettre à d'autres de continuer de vivre, a été l'objectif d'une «rencontre-vérité» à Rabat.

27.12.27

jugés et cernés de ba
tous genres, rechigne
franchement de cette
volet religieux est enc



Au Maroc, le taux de donateurs (d'organes et de tissus humains), après décès, ne dépasse pas 0,4 pour chaque million de Marocains, face à un besoin annuel de 1.000 greffes de cornées, 250 greffes de reins et 300 greffes de moelle épinière.

Dans le but de faire adhérer et impliquer les Marocains à ce geste tout aussi humain et humaniste que patriote, une rencontre nationale a été organisée, jeudi 23 avril 2015 à Rabat, à laquelle ont participé le Conseil des Oulémas et le CNDH. Cette mobilisation se justifie pleinement au regard des chiffres qui restent très en deçà des besoins (les

greffes de rein effectués: 56, de moelle épinière: 57).

Résultats timides

A cela, plusieurs raisons psychologiques, religieuses et financières. Ces opérations s'avèrent coûteuses. Le ministre de la Santé, Lahoucine Louardi, n'a pas versé dans la langue de bois en déclarant que le Maroc n'a jusqu'à présent enregistré que des résultats timides dans le domaine du don d'organes. Il a estimé comme cause première et non des moindres le fait que les Marocains s'impliquent peu ou prou dans cette opération et n'enregistrent de ce fait que des résultats dérisoires face à la recrudescence de la demande et des besoins annuels en la

matière. Or, les chiffres sont têtus: 370 greffes seulement de cornées ont été opérées en 2014, 56 greffes de reins et 57 de moelle épinière.

Pour un débat franc

Le ministre de la Santé qui, par cette opération d'envergure, a cherché à encourager un débat franc sur cette pratique, a appelé à mettre fin à ce tabou et à toutes sortes de préjugés qui empêchent ce noble geste de don d'organes, à aller de l'avant en y faisant adhérer les citoyens et à les encourager à adopter une position favorable vis-à-vis du don d'organes et de tissus humains.

Le ministre de la Santé n'est pas sans savoir que les Marocains, encore «bourrés» de pré-

jugés et cernés de barrières et de tabous en tous genres, rechignent toujours à débattre franchement de cette question. En effet, le volet religieux est encore présent et un certain amalgame persiste, dû surtout à une incompréhension, plus particulièrement auprès des populations, mais moins chez la minorité intellectuelle qui en parle, mais non sans une certaine réserve...

Ce que dit la religion

Ahmed Taoufiq, ministre des Habous et des Affaires islamiques, a été on ne peut plus franc et convaincant. Il a eu la réponse qui s'imposait, du point de vue de la religion. Il a clamé haut et fort que la question «est bien tranchée». Le ministre a tenu à placer le citoyen face à ses responsabilités, précisant que le don d'organes est une affaire personnelle, puisque c'est l'intéressé seul qui dispose et décide de ses organes et peut, s'il le désire, en faire don à des personnes qui sont bien vivantes et en ont besoin pour continuer de vivre. «Un geste courageux», a-t-il conclu.

Le plaidoyer de Ramid

Mustapha Ramid, ministre (PJD) de la Justice et des Libertés, juriste de profession et parlementaire, a mis sa toge et a prononcé un véritable plaidoyer pour défendre et démystifier le don d'organes et de tissus humains.

Il n'a pas manqué de critiquer les citoyens qui hésitent encore à s'impliquer dans cette noble pratique de don d'organes après leur mort. Il n'a pas hésité à qualifier ce genre de don de «Jihad après la mort». Et, réaliste, il a joué sur la corde sensible des Marocains: «Nous allons tous mourir un jour, que nous le voulions ou non. Notre chair sera dévorée par les... Il est préférable que nous permettions sa greffe dans le corps d'une autre personne pour que celle-ci continue de vivre».

Il faut reconnaître qu'au niveau du Maghreb, le Maroc a été pionnier, s'agissant de la pratique de la greffe d'organe et

de tissus humains.

Ce qui ne fait pas pour autant de lui, hélas, le leader dans cette pratique. Car il accuse franchement dans ce domaine un retard latent: 125 greffes de reins et 5 greffes de foies entre 2012 et 2014.

Réglementer la greffe

Sur le plan juridique, le ministre de la Santé a fait savoir que le Maroc dispose d'un cadre législatif depuis 1999, en l'occurrence la loi 98-16 qui régit l'opération de don d'organes et de tissus humains.

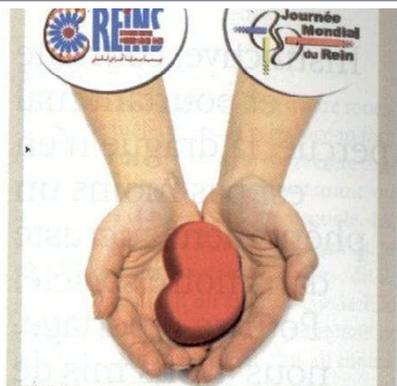
Celle-ci a été amendée et rehaussée en 2013 par la promulgation d'une loi qui régit la greffe de tissus humains des mineurs. Louardi a tenu à tranquilliser en affirmant que la loi marocaine s'oppose rigoureusement à toute mauvaise pratique ou utilisation de ce don et à tout commerce d'organes humains. En atteste le fait que, «à ce jour, il n'y a eu aucune affaire de trafic d'organes, depuis 1999 et personne ne s'en est plaint auprès des services concernés», a précisé le ministre.

Sensibiliser les Marocains

Pour mieux sensibiliser les Marocains, les impliquer positivement dans cette opération nationale de don d'organes et de tissus humains et les encourager à faire don de leurs organes pour que d'autres continuent de vivre, il a été décidé de consacrer une Journée mondiale (le 17 octobre de chaque année) à la promotion du don d'organes.

Pour leur part, les ministres des Affaires islamiques et de la Communication se sont dit disposés à mener campagne pour encourager le don d'organes. Taoufiq a proposé, pour le préche du vendredi (khotbat al jomouâa), de recourir à 50.000 khatibs pour sensibiliser les prieurs et les impliquer dans le don d'organes. Pour sa part, Mustapha El Khalfi a proposé des spots publicitaires à la télé concernant cette noble cause■

Mohammed Nafaa



Après le lancement de la pétition et la campagne de sensibilisation, «REINS», l'Association marocaine de lutte contre les maladies rénales, organise, le 9 mai 2015, une conférence-débat sur le don et la greffe d'organes. Considérant que la greffe de rein est meilleure que le maintien en vie en dialyse chronique et quelle est obligatoire pour les enfants, REINS a en effet lancé, le vendredi 17 avril 2015, une campagne de sensibilisation au don et à la greffe d'organes. Cette campagne vise à:

- Informer les citoyens sur ce moyen thérapeutique et les aider à réfléchir à ce geste de solidarité.
 - Les sensibiliser et les encourager à faire don de leur organe pour sauver des vies.
 - Faire l'engagement de promouvoir une véritable culture du don et de solidarité en s'assurant que les informations fournies permettent d'exercer un choix libre et éclairé.
 - Développer le registre national du don d'organes et faciliter les modalités d'inscription.
 - Sensibiliser les professionnels de santé afin d'expliquer les conditions du don et accompagner les familles dans leur choix.
 - Encourager tous les intervenants impliqués dans les chaînes de greffe.
- REINS a aussi lancé une campagne d'inscription sur le registre de don d'organes au tribunal de première instance de Casablanca. Pour plus d'informations: <http://www.rein.ma/petition.html>■